

FÊTE DU 28 NOVEMBRE

La commémoration du cinquanteenaire de l'indépendance se prépare



La commission préparatoire des festivités du cinquanteenaire de l'indépendance nationale a tenu mercredi après-midi à son siège à Nouakchott, une réunion d'évaluation sous la supervision de M. Sy Adama, ministre secrétaire général de la Présidence de la République, son président.

La réunion a été consacrée à l'évaluation des étapes franchies par les différentes commissions locales et

régionales, dans la mise en oeuvre du vaste programme élaboré à l'occasion de cet anniversaire.

A cette occasion, le président de la commission préparatoire a appelé à parachever toutes les actions programmées dans les délais fixés, actions portant sur la réalisation d'enquêtes, de films documentaires et d'interviews, rappelant l'historique de l'accession de notre pays à la souveraineté. •

LIRE PAGE 2

AGRICULTURE

Plus de 800 tonnes d'engrais pour les zones pluviales

Plus de 800 tonnes d'engrais ont été expédiées vers les wilayas intérieures en appui aux cultures pluviales pendant la saison agricole 2010 - 2011.

Supervisant la cérémonie organisée à cette occasion, le secrétaire général du ministère du Développement rural, M. Mohamed Ould Ahmed Aida, a indiqué que ces engrais ont été acquis grâce aux ressources propres de l'Etat, pour un coût d'environ 400 millions d'Ouguiyas.

Il a assuré que ces quantités parviendront dans les zones bénéficiaires dans un délai de moins d'une semaine. Ce geste, a-t-il dit, traduit la volonté politique du président de la République, Monsieur Mohamed Ould Abdel Aziz, et le grand intérêt qu'il accorde aux agriculteurs de façon générale et aux cultivateurs traditionnels en particulier.

Le secrétaire général a affirmé que cet appui se poursuivra à travers la prochaine expédition de matériels agricoles et de semences supplémentaires visant à contribuer à mettre un terme aux spéculations sur les prix de ces produits sur les marchés intérieurs. •

LIRE PAGE 2



SANTÉ

Formation sur l'approche relais communautaires dans le domaine de la santé reproductive



Un atelier de formation sur l'approche relais communautaires dans le domaine de la santé reproductive s'est ouvert mercredi au Centre de promotion féminine à Nouakchott.

Organisée par le ministère des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille, en collaboration avec le FNUAP, au profit des cadres cen-

traux du département, cette rencontre, de deux jours et à laquelle prennent part 30 participants, vise à renforcer les capacités des cadres en activité au niveau central et régional, des agents de nutrition communautaire et des institutions de micro finance à Nouakchott.

Selon des sources au département des Affaires sociales, de l'Enfance

et de la Famille, d'autres personnes issues du département, des organisations de la société civile actives dans le domaine et des personnes relais dans les deux Hodhs, l'Assaba et le Gorgol bénéficieront très prochainement d'une formation dans les domaines de la santé reproductive et des techniques de la communications directe. •

LIRE PAGE 3

La Mauritanie participe à la 4ème Conférence des ministres de l'Environnement



Les travaux de la 4ème Conférence des ministres de l'Environnement ont démarré mardi à Tunis avec la participation du secrétaire général du ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Environnement et du Développement durable, M. Mohamed Mahmoud Ould Sidebatt.

Au cours de la séance d'ouverture, présidée par le président tunisien, Monsieur Zine El Abidine Ben Ali, le secrétaire général a prononcé un discours dans lequel il a souligné que notre pays oeuvre, dans le cadre de sa stratégie de développement durable, à appuyer les outils institutionnels et politiques optimaux pour la gestion environnementale des ressources naturelles. •

LIRE PAGE 3

Actualités

FÊTE DU 28 NOVEMBRE
La commémoration du cinquanteaire de l'indépendance se prépare



La commission préparatoire des festivités du cinquanteaire de l'indépendance nationale a tenu mercredi après-midi à son siège à Nouakchott, une réunion d'évaluation sous la supervision de M. Sy Adama, ministre secrétaire général de la Présidence de la République, son président. La réunion a été consacrée à l'évaluation des étapes franchies par les différentes commissions locales et régionales, dans la mise en oeuvre du vaste programme élaboré à l'occasion de cet anniversaire. A cette occasion, le président de la commission préparatoire a appelé à parachever toutes les actions programmées dans les délais fixés, actions portant sur la réalisation d'enquêtes, de films documentaires et d'interviews, rappelant l'histoire de l'accession de notre pays à la souveraineté. Pour sa part, le président de la commission de l'information, M. Abdallahi Ould Ahmed

Damou, a passé en revue les étapes déjà franchies au plan des taches confiées au secteur de la communication. Tous les intervenants ont été unanimes à reconnaître la nécessité de la participation de tous les Mauritaniens dans la bonne préparation de l'anniversaire du cinquanteaire de l'indépendance nationale, indépendamment de leur appartenance politique, professionnelle ou autre.

AGRICULTURE
Plus de 800 tonnes d'engrais pour les zones pluviales

Plus de 800 tonnes d'engrais ont été expédiées vers les wilayas intérieures en appui aux cultures pluviales pendant la saison agricole 2010 - 2011. Supervisant la cérémonie organisée à cette occasion, le secrétaire général du ministère du Développement rural, M. Mohamed Ould Ahmed Aida, a indiqué que ces engrais ont été acquis grâce aux ressources propres de l'Etat, pour un coût d'environ 400 millions d'Ouguiyas. Il a assuré que ces quantités parviendront dans les zones bénéficiaires dans un délai de moins d'une semaine. Ce geste, a-t-il dit, traduit la volonté politique du président de la République, Monsieur Mohamed Ould Abdel Aziz, et le grand intérêt qu'il accorde aux agriculteurs de façon générale et aux cultivateurs traditionnels en particulier.



Le secrétaire général a affirmé que cet appui se poursuivra à travers la prochaine expédition de matériels agricoles et de semences supplémentaires visant à contribuer à mettre un terme aux spéculations sur les prix de ces produits sur les marchés intérieurs. Les quantités expédiées se répartissent comme suit :

Trarza:	30 tonnes ;
Hodh Charghi:	65 tonnes ;
Hodh El Gharbi:	65 tonnes ;
Brakna:	65 tonnes ;
Tiris Zemmour:	28 tonnes ;
Dakhlet Nouadhibou:	20 tonnes ;
Assaba:	65 tonnes ;
Gorgol:	70 tonnes ;
Adrar:	335 tonnes ;
Tagant:	70 tonnes ;
Guidimakha:	35 tonnes ;
Inchiri:	37 tonnes.

Les engrais transportés par la SONIMEX conformément à une convention la liant au ministère du Développement rural ont été expédiés en présence des directeurs de l'agriculture, de la recherche et de la vulgarisation et de la SONIMEX.

Le ministre de l'Industrie reçoit une mission de la société Tasiast Mauritanie Limited

Le ministre de l'Industrie et des Mines, M. Mohamed Abdallahi Ould Oudaa, a reçu en audience, mercredi en début d'après-midi à Nouakchott, une mission de la société Tasiast Mauritanie Limited, conduite par MM. Richard Clark, Président Directeur Général de la société Readback et Jean Paul Rollinson, directeur général adjoint de la société Kunross. L'entrevue a porté sur le programme de développement de la société Tasiast Mauritanie Limited pour les trois prochaines années. L'audience s'est déroulée en présence du conseiller technique chargé des mines et du directeur des



Mines et de la Géologie, respectivement Ahmed Ould Taleb Mohamed et Mohamed Yahya Ould Hamoudi.

SANTÉ
Formation sur l'approche relais communautaires dans le domaine de la santé reproductive

Un atelier de formation sur l'approche relais communautaires dans le domaine de la santé reproductive s'est ouvert mercredi au Centre de promotion féminine à Nouakchott. Organisée par le ministère des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille, en collaboration avec le FNUAP, au profit des cadres centraux du département, cette rencontre, de deux jours et à laquelle prennent part 30 participants, vise à renforcer les capacités des cadres en activité au niveau central et régional, des agents de nutrition communautaire et des institutions de micro finance à Nouakchott. Selon des sources au département des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille, d'autres personnes issues du département, des organisations de la société civile opérant dans le domaine et des personnes relais dans les deux Hodhs, l'Assaba et le Gorgol bénéficieront très prochainement d'une formation en matière de la santé reproductive et des techniques de la communications



directe, dans le but de faire profiter le maximum de familles et de femmes des services de la santé reproductive. L'accent sera mis, dans ce domaine, sur le suivi des femmes enceintes et le planning familial. Dans un mot prononcé pour la circonstance, M. Brahim Vall Ould Mohamed Lemine, chargé de mis-

sion, secrétaire général du ministère par intérim a, au nom de la ministre des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille, indiqué que la mortalité maternelle et infantile, dont les taux ont atteint 686 pour 100 000 naissances vivantes pour les mères et 77 pour 1000 naissances pour les enfants, constitue un grand défi en

Mauritanie. Il a ajouté que le niveau de ces indicateurs montre l'ampleur du défi auquel fait face l'Etat dans ses efforts visant l'atteinte des Objectifs du Millénaire de Développement, que la communauté internationale s'est fixée à l'horizon 2015. M. Brahim Vall Ould Mohamed

Lemine a précisé que notre pays déploie des efforts appréciables pour honorer ses engagements en la matière à travers l'exécution de ses programmes de développement et les approches suivies dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. Le secrétaire général par intérim a précisé que l'approche "santé reproductive" est considérée comme l'un des meilleurs moyens permettant de limiter la mortalité maternelle et infantile grâce à la disponibilisation des services de qualité et en quantités suffisantes et l'amélioration du niveau d'accessibilité. Il a assuré que le gouvernement oeuvre, dans ce cadre, avec le concours de ses partenaires, à l'exécution d'un programme visant à disponibiliser ces services et à améliorer le niveau d'accessibilité des populations à ces services. La cérémonie d'ouverture de l'atelier s'est déroulée en présence de M. Mohamed Lemine Salem Ould El Moujtaba, représentant du FNUAP et de plusieurs responsables du département des Affaires sociales, de l'Enfance et de la famille.

Actualités

La Mauritanie participe à la 4ème Conférence des ministres de l'Environnement

Les travaux de la 4ème Conférence des ministres de l'Environnement ont démarré mardi à Tunis avec la participation du secrétaire général du ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Environnement et du Développement durable, M. Mohamed Mahmoud Ould Sidebatt.

Au cours de la séance d'ouverture, présidée par le président tunisien, Monsieur Zine El Abidine Ben Ali, le secrétaire général a prononcé un discours dans lequel il a souligné que notre pays oeuvre, dans le cadre de sa stratégie de développement durable, à appuyer les outils institutionnels et politiques optimaux pour la gestion environnementale des ressources naturelles et à encourager l'accès universel aux services de base en tant que moyens stratégiques de lutte contre la pauvreté.

Il a ajouté que la Mauritanie a réalisé, dans ce cadre, de nombreux projets à rendement économique et social ayant contribué à l'allègement des effets de la désertification.

CARNET DE L'AEROPORT

* Le Commissaire à la Promotion des Investissements, M. H'Bibi Ould Ham, a quitté Nouakchott mercredi pour Washington (USA) pour prendre part aux Assemblées annuelles du Fonds Monétaire International et du Groupe de la Banque Mondiale qui se tiendront cette année du 8 au 10 octobre dans la capitale américaine.

Cette année, ces travaux offrent l'occasion pour des responsables d'horizons divers (banques centrales, ministères des Finances, investissements, développement, secteur privé, établissements universitaires et de recherche) de se retrouver pour traiter de grands dossiers mondiaux, dont les perspectives de l'économie mondiale, la lutte contre la pauvreté, le développement économique et l'efficacité de l'aide.

DAKHLET NOUADHIBOU

Les autorités administratives dégagent des habitats précaires du quartier El Jedida



Les autorités administratives de Nouadhibou ont commencé mercredi à enlever les habitations précaires du quartier El Jedida, connu localement sous l'appellation "quartier Phase 10".

Cette campagne intervient après l'expiration du délai fixé par les autorités aux populations du quartier pour s'installer dans les zones aménagées pour les accueillir et où des parcelles de terrain leur ont été attribuées.

Cette opération, qui concerne 300 habitats, s'effectue dans le cadre de la volonté des pouvoirs publics de mettre fin au phénomène de la "gazra" dans la capitale économique, avant la fin de l'année 2010.

En supervisant cette opération, le wali de Dakhlet Nouadhibou, M. Mohamed Vall Ould Ahmed Youra, a indiqué à l'AMI, que l'opération vise à réhabiliter les quartiers périphériques de la ville, précisant que la majorité des familles déplacées ont été installées dans des zones aménagées, disposant des infrastructures de base essentielles et des édifices administratifs nécessaires. Le wali a souligné que "les propriétaires des habitations enlevées aujourd'hui ont déjà bénéficié de terrains dans les zones d'accueil aménagées, mais qu'ils refusent d'y aller".

M. Mohamed Vall Ould Ahmed Youra a ajouté que les revendications des habitants relatives aux droits de propriété des espaces qu'ils occupaient, ne sont pas appuyées de preuves, étant donné que les pièces dont elles disposent ont été obtenues frauduleusement et ne sont pas enregistrées dans le registre foncier", précisant que les zones où se trouvent ces habitations ne figurent pas sur le plan d'urbanisation de la ville.

Malgré cela, les déplacés ont exprimé leur désarroi par rapport à l'opération, demandant l'attribution de parcelles de terrain sur le même site.

Evoquant ce sujet, Vatismetou Mint Beydi a précisé que cette opération a visé des familles ayant élu domicile dans cette zone depuis trois décennies et que, personnellement, elle y réside depuis 1972 et ne veut pas être déplacée ailleurs".

Elle a demandé également aux autorités administratives de reconsidérer cette décision et de régulariser la situation des terrains que les populations habitent.

L'acteur de la société civile, Mohamed Ould Soufi, pense, au contraire, que cette opération est importante et les citoyens doivent y collaborer positivement "car elle vise à mettre fin au phénomène de la "gazra" dans la ville de Nouadhibou". Ould Soufi souligne cependant "qu'il est important de donner plus de temps aux déplacés pour qu'ils surmontent la peine psychologique consécutive à leur transfert vers une nouvelle zone".

Notons que la zone aménagée pour accueillir les habitants des quartiers précaires de Nouadhibou s'étend sur une superficie de 175 ha et que 3.200 familles déplacées y sont déjà installées.

MÉDIAS

Le syndicat des journalistes mauritaniens organise une session de formation



Le syndicat des journalistes mauritaniens (SJM) a organisé mercredi à Nouakchott, en collaboration avec l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique, un atelier de formation au profit de 20 journalistes, dans le domaine des technologies de l'information.

L'atelier de formation vise le renforcement des capacités de 20 journalistes mauritaniens des secteurs public et privé, dans des domaines liés à la presse électronique, à la liberté d'expression à l'ère du web, à l'investigation journalistique et à l'éthique professionnelle.

Dans son allocution d'ouverture de l'atelier, le vice-président du SJM, M. Mohamed Salem Ould Dah, a indiqué que celui-ci "intervient dans le cadre des efforts

déployés par le syndicat pour l'amélioration des capacités de ses membres dans les différents domaines en rapport avec l'information".

Il a précisé que le choix du thème de la presse électronique, n'était pas fortuit "mais, est le résultat d'un intérêt particulier, étant donné que c'est un intermédiaire médiatique qui exige beaucoup de professionnalisme, d'interaction positive et d'information poussée sur les nouveautés en matière des nouvelles technologies", a-t-il ajouté.

M. Ould Dah a appelé les participants à tirer profit de la formation qui leur sera dispensée et remercié les responsables de la communication auprès de l'Ambassade américaine à Nouakchott pour leur fructueuse coopération.

tueuse coopération.

Il a loué le rôle de l'experte Mme Houda Othmane, chargée de superviser la formation, notamment pour ses efforts distingués dans l'encadrement du personnel médiatique.

Pour sa part, M. Jimmy William Ravitez, conseiller chargé des Relations publiques à l'Ambassade des Etats-Unis à Nouakchott, a précisé que cet atelier traduit le rôle dévolu à la presse dans "notre monde d'aujourd'hui". Il a ajouté que la présence d'une presse libre et professionnelle constitue un facteur capital dans toute société démocratique.

Notons que les participants à cette formation traiteront plusieurs thèmes dont l'éthique du métier et le reportage. ●

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Mattel souffle sa 10ème bougie



Le directeur général de la Mauritanie - Tunisienne de Télécommunications (Mattel), M. Mohamed Ali Sahli, a annoncé "la mise en place d'une gamme variée et performante de services au profit de sa clientèle et de ses partenaires".

Le directeur général a précisé au cours d'un point de presse, mardi soir à l'hôtel Mercure à Nouakchott, à l'occasion du 10ème anniversaire de Mattel, que l'entreprise est pionnière en matière de communication sur le portable en Mauritanie où le premier appel a eu lieu le 5 octobre 2000. Il a félicité, au nom de la société, le président de la République, le gouvernement et le peuple mauritaniens, à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance nationale.

"Mauripost, a-t-il ajouté, procédera à partir du 10/10/2010 à la commercialisation des produits et services Mattel au niveau des bureaux de poste sur toute l'étendue du territoire national" et annoncé la signature d'une convention dans ce sens avec une entreprise nommée "Rayan Distribution et Services".

M. Ali Sahli a indiqué que Mattel "mettra à la disposition de sa clien-

tèle son nouveau réseau 3G utilisant la technique innovante HSPA" dont le lancement commercial débutera fin décembre 2010 pour permettre le meilleur confort et l'accès à haut débit mobile à Internet,

Il a également réaffirmé que "Mattel, entreprise citoyenne, a décidé de mettre en place tout au long du mois d'octobre un programme de distribution gratuite d'eau potable aux populations dans les moughataas de Sebkhah, El Mina, Arafat, Toujounine, Dar Naim et Teyarett grâce à des camions citernes". Elle a également décidé

de mettre en oeuvre un programme de distribution gratuite de 3000 moustiquaires imprégnées dans 48 moughataas de la vallée du fleuve pour accompagner les efforts nationaux de lutte contre le paludisme, précisant que les localités bénéficiaires se trouvent dans les wilayas du Trarza, du Gorgol, du Brakna et du Guidimagha.

M. Mohamed Ali Sahli a noté que les performances décidées par Mattel sont, entre autres, "le Blakbery, l'Iphone, le Smartphone, le PDA, le Mobile 3G, le Laptop et le PC".

A cette occasion, un tirage au sort a été organisé parmi les employés de Mattel dont 5 ont été choisis pour bénéficier de billets d'avion aller-retour et de prise en charge complète au cours du pèlerinage.

A la fin de la cérémonie, le directeur général de Mattel a répondu aux questions des journalistes qui ont porté sur le développement futur de la société et sur le partenariat entre la Mauritanie et la Tunisie dans ce domaine. ●

Condoléances

Le ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement a appris avec affliction le décès de Yedaly Ould Cheikh, écrivain-journaliste, ancien ministre. En cette douloureuse occasion, le ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement présente, en son nom, et au nom de son département, ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée du défunt et prie Allah le Tout Puissant de l'accueillir en son Saint Paradis. Amine «Wa Inna Lillahi Wa Inna Ileyhi Rajiouna». (Nous sommes à Dieu et nous lui revenons).

ACTUALITÉS

INDUSTRIE NATIONALE (SUITE) :

Un climat des investissements non favorables au secteur privé

L'environnement légal et réglementaire, est le point suivant qu'aborde le Dr Ahmed Youra Ould Haye dans la communication qu'il a introduite au cours des états généraux de l'industrie tenus du 14 au 16 septembre dernier à Nouakchott. Dans cette partie, le consultant a indiqué que depuis plus de deux décennies, le gouvernement a mis en place une série de réformes macroéconomiques et structurelles couvrant nombre de domaines importants tels que l'amélioration de l'efficacité du secteur public, la politique commerciale, l'amélioration de l'environnement réglementaire, la restructuration du système financier et bancaire, ainsi qu'un appui direct au développement du secteur privé.



Depuis plus de deux décennies, le gouvernement a mis en place une série de réformes macroéconomiques et structurelles couvrant nombre de domaines importants tels que l'amélioration de l'efficacité du secteur public, la politique commerciale, l'amélioration de l'environnement réglementaire, la restructuration du système financier et bancaire, ainsi qu'un appui direct au développement du secteur privé.

L'environnement légal et réglementaire

C'est dans cette politique qu'a été élaboré le code des investissements institué par la loi 2002 - 03 du 20 janvier 2002 (dont la rénovation est en cours devrait être plus favorable à l'investissement privé) s'assigne pour objet d'encourager les investissements directs effectivement réalisés, de les sécuriser et de faciliter les formalités administratives y afférentes. Il garantit à toute personne physique ou morale désireuse de s'installer en Mauritanie la liberté d'établissement et d'investissement de capitaux. En outre, il garantit aux investisseurs de capitaux étrangers le transfert libre en devises convertibles: (i) de la rémunération du capital investi sous forme de dividendes, en totalité pour les sociétés à capitaux étrangers et au prorata des capitaux étrangers pour les sociétés mixtes; (ii) des capitaux étrangers en cas de cession ou de cessation des activités et (iii) de l'indemnité versée en cas d'expropriation, de nationalisation ou réquisition, en exonération de tous droits, taxes et impôts. De plus, il garantit le transfert sans délai des revenus professionnels des employés étrangers de l'entreprise.

Le code assure l'égalité de traitement entre personnes physiques et morales mauritaniennes et étrangères ainsi que la possibilité de recourir, pour tout différend, à la voie arbitrale nationale ou étrangère selon le choix de l'investisseur étranger. Il comprend un seul régime, celui des points francs qui est ouvert aux activités de production et de prestation de services destinées exclusivement à l'exporta-

tion. Les entreprises admises à ce régime bénéficient des avantages suivants: (i) des modalités simplifiées pour les formalités et contrôles douaniers; (ii) des exonérations des droits et taxes à l'importation sur les moyens et intrants de production et (iii) de la liberté de recruter, dans une certaine limite, des agents expatriés sans besoin d'autorisation ou permis de travail.

Au - delà de la mise en place du code des investissements, il y a lieu de signaler la création d'un Guichet Unique des Investissements destiné à réduire les coûts des formalités pour les opérateurs économiques.

Par ailleurs, et afin de mettre en place un environnement propice aux affaires, le gouvernement a créé un Commissariat chargé de la Promotion des Investissements (CPI) qui a déjà mobilisé un financement auprès de la Banque mondiale pour renforcer le climat des affaires. A cela s'ajoute, la création d'un Conseil Présidentiel pour l'Investissement (CPI). Placé auprès du Président de la République, ce conseil vise à stimuler l'investissement direct et à créer des conditions favorables pour initier de grands travaux à travers des partenariats publics privés.

De plus, le gouvernement a adopté en 2010 un projet de loi portant Code des marchés publics qui introduit plus de transparence dans le processus d'attribution des marchés publics.

A coté de cette importante opération, la réforme de la justice se poursuit particulièrement à travers l'approfondissement des réformes juridiques et judiciaires, l'intensification du travail de codification et le renforcement des capacités du système judiciaire, notamment sur les plans des ressources humaines et des infrastructures et équipements.

Le gouvernement est conscient du fait que les différentes réformes ne porteront leurs fruits que si la lutte contre la corruption, qui constitue un préalable à la bonne gestion des ressources et à l'efficacité des politiques publiques, fait l'objet d'une attention particulière. Dans ce sens, il a élaboré une Stratégie nationale de lutte contre la corruption dont l'adoption et la mise en œuvre

devrait intervenir avant la fin de la présente année.

En outre, il importe de souligner que des progrès importants ont été enregistrés dans le domaine des réglementations douanières et du commerce extérieur avec notamment la suppression de divers systèmes d'autorisations préalables, l'abolition de tous les monopoles d'exportation et d'importation et la réduction du nombre et de la valeur des tarifs douaniers. Cependant des contraintes fortes liées en particulier à la facilitation du commerce persistent. C'est ainsi que demeurent bon nombre de lourdeurs et complexités administratives dont l'impact est amplifié par les coûts élevés de transport.

Malgré le nombre important de mesures prises depuis le début des années quatre vingt dix, le bilan global des réformes entreprises en faveur du développement du secteur privé en général et le secteur industriel en particulier reste mitigé, leur impact est encore modeste comme en témoignent les faibles performances des firmes manufacturières et le climat des investissements dans le pays qui n'est pas, globalement, favorable au secteur privé.

Un climat des investissements non favorables au secteur privé

Pour analyser à un niveau fin le climat des investissements des pays membres, la Banque Mondiale a mis en place, au cours de ces dernières années, deux outils qui ont connu un succès relativement important. Il s'agit des indicateurs de «Doing Business» et des études dites «d'Evaluation du Climat des Investissements».

Si les premiers se focalisent sur le cadre formel légal au sein duquel opèrent les entreprises, les secondes, quant à elles, se basent sur des données d'enquêtes afin de saisir de manière précise l'environnement des affaires et déterminer les facteurs inhibant le développement des entreprises et l'augmentation de l'emploi dans le secteur privé.

Dans le Doing Business 2010, septième édition du rapport, dont les données portant sur 183 pays datent de juin 2009, la Mauritanie est classée à la 166ème position.

Ce repli résulte de la combinaison d'une série de retraitements portant sur la quasi-totalité des 10 indicateurs d'évaluation retenus.

Dans le cadre du premier de ces indicateurs qui examine les conditions de création d'entreprise en mettant l'accent sur le nombre d'étapes, la durée et les coûts requis d'une société à responsabilité limitée pour pouvoir légalement commencer son activité, le classement de la Mauritanie (149ème) a régressé de 9 points. Avec un délai

de 19 jours pour la création d'une entreprise, le pays demeure, cependant, en avance par rapport à l'Afrique subsaharienne (45,6 jours) et à la région du Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA/20, 7 jours).

Relativement au second indicateur portant sur l'octroi de permis de construire (procédures, durées et coûts nécessaires pour la construction d'un entrepôt, incluant l'obtention des licences et permis nécessaires, accomplissement des notifications et inspections requises et obtention des raccordements en termes d'eau, téléphone, électricité), le classement du pays (154ème) a lui aussi enregistré, sur la période considérée, un important recul (13 points).

Pour ce qui est des difficultés auxquelles sont confrontés les entrepreneurs lors de l'embauche des travailleurs, en tant que troisième indicateur, le pays est passé de la 123ème à la 125ème place. Les indices de rigidité de recruter et de licencier, classés de a à 100, sont respectivement de 56 et 40. Ces indices sont supérieurs à la moyenne observée en Afrique subsaharienne (37,3 et 39,8) et dans la région MENA (21,3 et 30).

En matière de transfert de propriété qui explicite la facilité qu'ont les entreprises à enregistrer leurs titres de propriété, la variation du classement du pays par rapport à l'année précédente est de - 12 points (74ème /62ème places). Dans le cadre de ce quatrième indicateur d'appréciation, on note qu'il faut encore dans le pays, en moyenne, 4 procédures et 49 jours pour transférer une propriété. Concernant le cinquième indicateur retenu, en l'occurrence l'obtention des prêts, il porte sur les mesures ayant trait à la divulgation de l'information sur le crédit et des droits des débiteurs et créanciers. Relativement à cet indicateur, la place du pays (150ème) a baissé de 3 points par rapport à l'année précédente. L'indice de fiabilité des garanties (variant de 0 à 10), en tant que sous rubrique dudit indicateur, est de 3 contre 4,6 pour l'Afrique subsaharienne, 3,3 pour la région MENA et 6,8 dans la zone de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE).

S'agissant de la sixième grandeur d'appréciation, à savoir la protection des investisseurs dont la grille varie de a à 10, elle fait référence à des indices décrivant 3 dimensions de la protection des investisseurs: transparence des transactions (indice de divulgation), conflit d'intérêt (indice de responsabilité du directeur) et habilité des actionnaires à poursuivre les administrateurs et directeurs pour faute professionnelle (facilité pour les actionnaires d'engager des poursuites judiciaires).

Quant au septième paramètre portant sur les paiements d'impôts, il dénombre les impôts qu'une entre-

prise de taille moyenne doit régler ou retenir chaque année, ainsi que les démarches administratives exigées pour le paiement des taxes. Le pays est toujours mal classé malgré la progression d'un point au titre des années de référence (175ème contre 176ème places). Il faut encore en Mauritanie 696 heures par an pour payer ses impôts contre 306 heures en Afrique subsaharienne, 204,2 heures dans la zone MENA et 194,1 heures dans les pays de l'OCDE.

Pour ce qui est du huitième indicateur à savoir le commerce transfrontalier (les coûts et procédures nécessaires pour l'importation et l'exportation d'un chargement standard), la Mauritanie occupe la 163ème position, soit une variation dans le classement de - 2 points par rapport à l'année précédente. Il faut 11 documents et 39 jours pour exporter des marchandises et 11 documents et 42 jours pour les importer. Ces chiffres sont supérieurs à ceux de l'Afrique subsaharienne.

L'avant dernier indicateur s'intéresse à l'exécution des contrats. Une évaluation de sa complexité est faite en suivant l'évolution d'un litige et en relevant au passage la durée, le coût et le nombre d'étapes nécessaires entre le dépôt de la plainte et le règlement du créancier. Par rapport à l'année précédente, la Mauritanie perd un point dans le classement (83ème). 46 procédures et 370 jours sont nécessaires pour exécuter un contrat.

La fermeture d'entreprise, en tant que dixième et dernier indicateur, renseigne sur la durée et les coûts des procédures collectives tout en développant un indice illustrant les goulots d'étranglement qui existent dans ces procédures.

En Mauritanie, dont la place dans le classement international n'a pas varié (150ème position), il est nécessaire d'attendre 8 années pour fermer une entreprise contre environ 3,5 années en Afrique subsaharienne et dans la région MENA et 1,7 année dans la zone OCDE.

Nonobstant la qualité des données présentées, la portée de l'analyse de «Doing Business» est limitée selon ses propres auteurs. Pour ces derniers, en effet, ce document n'évalue pas tous les aspects de la conjoncture économique ni tous les facteurs qui influent sur la compétitivité. Dans ce cadre, il ne tient pas compte des questions liées à la sécurité, à la stabilité macroéconomique, à la corruption, aux compétences professionnelles de la main d'œuvre, à la solidité des institutions, à la qualité des infrastructures et à la réglementation de l'investissement étranger.

En outre, les indicateurs de «Doing Business» n'évaluent pas la solidité du système financier et les réglementations du marché des capitaux. • *Synthèse B. Diagana*

Somalie:

L'ONU compte poursuivre son aide

Les Nations unies comptent poursuivre leur "fort soutien" aux institutions de la Somalie et enverront fréquemment des missions politiques sur le terrain, a assuré mercredi le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

"Nous devons soutenir les institutions nationales. Nous continuerons à le faire. Nous allons fréquemment envoyer des missions politiques de haut niveau pour des consultations, afin d'illustrer notre soutien continu", a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

"Nous continuerons à lutter contre



la piraterie. Nous travaillons pour la stabilité de la Somalie, a-t-il dit, à propos de ce pays en proie à un conflit avec les rebelles islamistes du shebab, liés à al-Qaïda..

Mercredi, le président ougandais Yoweri Museveni a appelé la communauté internationale à soutenir financièrement la force de paix de l'Union africaine en Somalie (Amisom), lors d'une visite à Kampala des représentants des pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

"Nous pouvons fournir un nombre raisonnable de troupes que nos frères et soeurs nous demanderont, mais ils doivent amener de l'argent et fournir les équipements", a déclaré M. Museveni, au cours de sa rencontre avec la délégation du Conseil de sécurité.

Haïti/séisme:

30% des fonds promis pour la reconstruction disponibles



Environ 30% des 10 milliards de dollars promis à Haïti par la communauté internationale ont été décaissés, a annoncé mercredi l'ex-président américain Bill Clinton à Port-au-Prince à l'issue d'une réunion de la commission pour la reconstruction du pays.

"L'appel lancé aux bailleurs a porté des fruits. Nous avons pour l'instant obtenu 30% des fonds promis et nous allons financer de nouveaux projets dans les domaines du logement, de l'éducation, de la santé et

dans le ramassage de décombres" laissés par le séisme du 12 janvier, a déclaré M. Clinton.

L'ex-président américain, qui co-préside avec le Premier ministre d'Haïti Jean-Max Bellerive la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), a participé mercredi pendant trois heures à une téléconférence avec les membres haïtiens et étrangers de cette instance.

"La troisième réunion de la commission a été très efficace, nous

avons approuvé 18 projets pour une valeur de 777 millions de dollars", a dit M. Bellerive, qui n'a pas caché sa satisfaction.

Parmi les nouveaux projets approuvés figure celui de la banque inter-américaine de développement (BID) de 474 millions de dollars en vue de reconstruire et réparer des écoles détruites ou endommagées lors du séisme de janvier. 250.000 jeunes écoliers recevront une subvention pendant quatre ans.

"Il est important de mettre en place un plan d'éducation universelle", a soutenu M. Clinton, dont la Fondation a accordé 500.000 dollars pour financer un programme de santé dans un des plus vastes camps de personnes déplacées en Haïti.

Les deux co-présidents de la reconstruction d'Haïti ont demandé un peu de patience pour voir la concrétisation d'autres projets, notamment pour reloger les personnes déplacées.

"Il nous faudrait 5 milliards de dollars pour reloger près de 2 millions de personnes en construisant 500.000 unités de maisons", a dit M. Bellerive.

Les deux responsables ont promis de faire plus d'efforts pour accélérer l'exécution des programmes.

Economie

Les USA lient réforme de la représentation au FMI et progrès sur les changes

Le secrétaire au Trésor américain Timothy Geithner a lié mercredi la prise en compte des aspirations des pays émergents à être mieux représentés au Fonds monétaire international à une libéralisation plus grande de la politique de changes de ces Etats.

"Nous faisons en ce moment des progrès en vue d'un accord sur un ensemble très important de réformes qui doivent renforcer le FMI", a déclaré M. Geithner dans un discours à la Brookings Institution, cercle de réflexion réputé de Washington.

"Ces changements renforceraient l'assise financière du Fonds, lui permettraient de répondre plus rapidement et avec plus de force à de futures crises, et donneraient aux économies émergentes à la croissance la plus rapide un poids plus grand au sein de cette institution et un nombre de siège plus élevé à son conseil d'administration", a dit M. Geithner.

"Nous voulons nous assurer que ces changements iront suffisamment

loin dans le rééquilibrage des droits et des responsabilités des membres" du FMI, ajouté le ministre.

"Pour cette raison, tout accord sur la modernisation du mode de direction du FMI devra s'accompagner de progrès supplémentaires de la part des pays émergents", a-t-il conclu, citant notamment "une politique de taux de change plus conforme aux mécanismes du marché, une réduction de leur dépendance aux exportations et une demande intérieure plus solide".

Les Européens ont indiqué le 1er octobre être prêts à céder un, voire deux des neuf sièges (sur vingt-quatre) qu'ils occupent au Conseil d'administration du Fonds.

Mais un haut diplomate européen avait expliqué fin septembre que pour l'Union européenne, la question de la réforme du FMI devait être liée à une appréciation du taux de change de la devise chinoise.

M. Geithner a indiqué qu'il comptait faire valoir la position américaine lors des rencontres internationales s'ouvrant jeudi à Washington à l'oc-

casion des réunions d'automne du FMI et de la Banque mondiale, qui devront débattre tout particulièrement de ces questions de la représentation.

Afghanistan

Les Etats-Unis pour des discussions entre Kaboul et les talibans



Les Etats-Unis soutiennent la perspective d'un dialogue entre les talibans et le gouvernement du président afghan Hamid Karzaï, a indiqué mercredi la Maison Blanche, après des informations de presse selon lesquelles ce dialogue a déjà commencé.

L'administration du président Barack Obama "soutient depuis longtemps (...) un effort de réconciliation mené par les Afghans", a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Robert Gibbs, tout en soulignant que les Etats-Unis n'entendaient pas participer à un tel dialogue.

Il a souligné que des discussions avec les talibans supposaient que les rebelles islamistes renoncent à soutenir Al-Qaïda, respectent la loi afghane et renoncent à la violence.

Ces discussions "ne sont pas quelque chose que nous faisons avec les talibans. C'est quelque chose que le gouvernement afghan doit faire avec le peuple d'Afghanistan", a insisté M. Gibbs.

Le porte-parole a refusé de se prononcer directement sur les informations du Washington Post, qui a rapporté mercredi que des pourparlers à haut niveau ont commencé en Afghanistan sur les moyens de mettre fin à la guerre par la négociation.

Les pourparlers comprennent, pour la première fois, des représentants autorisés du commandement suprême des talibans dirigé par le mollah Mohammad Omar, a ajouté le quotidien, qui cite des sources afghanes et arabes non identifiées.

"Ils (les talibans) sont très sérieux pour trouver une issue", a indiqué une source au journal.

Le mollah Omar et d'autres dirigeants talibans des deux côtés

de la frontière pakistano-afghane répètent depuis des années que des négociations de paix ne sont pas possibles avant le retrait des forces étrangères d'Afghanistan.

Mais des sources ont indiqué au quotidien américain que les dirigeants talibans savent "qu'ils vont être marginalisés" et qu'ils ont décidé de participer aux pourparlers pour maintenir leur situation au sein de la direction des insurgés.

"Ils savent que des éléments plus radicaux sont en train d'être promus au sein du mouvement", a ajouté la source citée par le Washington Post.

Parmi les sujets abordés lors des pourparlers figurent l'octroi de postes au sein du gouvernement pour des dirigeants talibans et le retrait des forces américaines et des autres pays de l'Otan, selon le quotidien.

Mais des représentants du réseau Haqqani, qui ont été visés récemment par les raids de drones américains, n'ont pas participé aux pourparlers, ajoute le journal.

Le commandant des forces internationales en Afghanistan, le général David Petraeus, a annoncé la semaine dernière que des talibans avaient commencé à "approcher" le gouvernement et les militaires étrangers pour déposer les armes, ce que le commandement taliban a démenti.

Le président Karzaï a mis en place un plan de réconciliation avec les talibans, qui consiste notamment à financer un programme visant en priorité les rebelles - "soldats" de base de l'insurrection - qui déposeraient leurs armes en échange d'emplois et d'argent, mais a également appelé les chefs talibans, dont le mollah Omar, à négocier la paix.

Equateur:

Une tentative de coup d'Etat encore possible, selon Correa

Le président équatorien Rafael Correa a prévenu mercredi que la tentative de coup d'Etat l'ayant selon lui visé, n'était pas "terminée", ajoutant qu'il ne pouvait écarter de nouveaux incidents violents, après la rébellion policière du 30 septembre en Equateur.

"Pour nous, le coup (d'Etat, ndlr), n'est pas terminé. Il faut faire attention à ce qui est arrivé jeudi (30 septembre), ce fut un ballon d'essai, il faut nous préparer pour la suite", a déclaré le chef de l'Etat lors d'une rencontre avec la presse étrangère.

"C'est parce que nous cherchons à changer les choses que nous faisons face à ces résistances", a-t-il ajouté

en expliquant que les "groupes de pouvoir, l'oligarchie applaudirait", si le gouvernement était passif.

"Dans la région, a-t-il encore expliqué, nous avons des groupes d'extrême-droite qui cherchent à porter atteinte aux processus de changement".

"Un attentat peut se produire", a-t-il dit.

"Il est impossible de dire qu'à l'avenir, il n'y aura aucun incident (...) Tant que des personnes ainsi seront dans les rangs de la police, il est difficile de garantir qu'aucun autre acte violent ne sera commis à l'avenir", a-t-il ajouté.

Le 30 septembre, des milliers de policiers ont occupé leur principale

garnison à Quito, puis le Congrès, pour protester contre une loi réduisant les certaines primes dans la fonction publique.

Des militaires ont également bloqué une piste de l'aéroport, entraînant sa fermeture.

Rafael Correa a le jour même dénoncé une tentative de coup d'Etat, orchestrée selon lui par l'opposition de droite, avant d'assurer qu'il était retenu contre sa volonté dans un hôpital de la police.

Il a été "libéré" lors d'une opération de l'armée au cours de laquelle quatre personnes ont été tuées. Au total, les violences ayant émaillé la journée ont fait dix morts et 274 blessés, selon des données officielles.

Pakistan:
Les talibans visent l'Otan en représailles

Les talibans alliés à Al-Qaïda ont attaqué mercredi des camions de ravitaillement de l'Otan au Pakistan, en représailles aux attaques de drones américains ciblant le nord-ouest pakistanais au coeur d'une menace présumée d'attentats en Europe.

"Des inconnus ont attaqué le terminal où étaient garés entre 35 et 40 camions-citernes et ont ouvert le feu", a expliqué à l'AFP Hamid Shakeel, un officier de la police de Quetta (sud-ouest), capitale de la province du Baloutchistan. L'assaut a été lancé dans la banlieue de Quetta.

Un employé d'une des compagnies pakistanaises privées propriétaires des camions a été tué et "au moins dix citernes sont en feu", a ajouté l'officier.

Les talibans pakistanais alliés à Al-Qaïda ont immédiatement revendiqué cette attaque, comme ils l'avaient fait pour les précédentes, qui ont détruit près de 60 camions de ravitaillement de l'Otan en six jours.

Plus de la moitié des équipements et du carburant destinés aux quelque 150.000 soldats des forces internationales en Afghanistan --dont les deux tiers américains-- transitent par le Pakistan, par la passe de Khyber (nord-ouest) pour l'essentiel, mais aussi par le Baloutchistan. Depuis six jours, le Pakistan bloque par ailleurs ces convois à la frontière de Khyber, où attendent des centaines de camions, pour protester contre plusieurs attaques d'hélicoptères de l'Otan sur son sol, dont la dernière, jeudi, a tué trois de ses soldats.

"Nous allons intensifier nos attaques à mesure que celles des drones se multiplient", a assuré à l'AFP Azam Tariq, le porte-parole du Mouvement des Talibans du Pakistan (TTP), en revendiquant l'attaque de mercredi par téléphone depuis un lieu inconnu.

Pour la première fois mercredi, un



officiel a lié l'intensification des frappes de drones aux récents projets présumés d'attentats d'Al-Qaïda en Europe.

"Je pense que l'activité à laquelle nous assistons au Waziristan du Nord (nord-ouest du Pakistan), en termes de frappes (...) est liée aux menaces terroristes dont nous avons entendu parler, concernant de potentielles attaques en Europe", a indiqué à la BBC l'ambassadeur du Pakistan aux Etats-Unis, Hussein Haqqani.

"Selon les informations communiquées au Pakistan par nos partenaires américains, certaines personnes ont été arrêtées dans le passé et les interrogatoires et d'autres renseignements ont révélé qu'il y avait un complot pour attaquer plusieurs cibles en Europe", a-t-il expliqué, confirmant de récentes affirmations de presse.

Depuis début septembre, 24 attaques de drones ont tué au moins 140 personnes, des insurgés islamistes pour l'essentiel, dont des cadres d'Al-Qaïda, mais aussi des civils, selon des responsables pakistanais.

Lundi soir, cinq islamistes allemands d'origine turque ont été tués dans une de ces attaques, selon des

sources pakistanaises. Et selon la BBC, un Britannique, identifié comme Abdul Jabbar, tué par une frappe début septembre, s'apprêtait à prendre la tête d'une nouvelle branche d'Al-Qaïda en Grande-Bretagne.

Plusieurs pays, dont les Etats-Unis ont mis en garde récemment leurs ressortissants voyageant en Europe contre des risques d'attentats, évoquant notamment la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne comme cibles potentielles.

Les gouvernements de ces pays, tout en affichant leur vigilance, n'ont pas relevés leurs niveaux d'alerte.

Une partie des renseignements qui ont alarmé l'Europe proviennent, selon l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, d'un Allemand d'origine pakistanaise, Ahmad Siddiqui, prisonnier sur la base américaine de Bagram, en Afghanistan, qui aurait évoqué des projets d'attentats.

Richard Barrett, chef de l'équipe de surveillance des activités d'Al-Qaïda et des talibans à l'ONU, avait pour sa part estimé lundi dans une entretien à l'AFP que si Al-Qaïda cherchait "depuis longtemps" à attaquer l'Europe il n'y avait "rien de très tangible".

Yémen:
Un Français assassiné à Sanaa

Un membre du personnel de l'ambassade britannique a été légèrement blessé mercredi dans un attentat à Sanaa alors qu'un Français travaillant au Yémen pour le groupe énergétique autrichien OMV était assassiné.

Selon la police, un tir de roquette a visé la voiture blindée d'un diplomate britannique tôt le matin, faisant trois blessés parmi les civils yéménites.

A Londres, le Foreign office a confirmé l'attaque, indiquant qu'elle avait fait "un blessé léger parmi les membres du personnel de l'ambassade".

L'attentat s'est produit à environ trois kilomètres de l'ambassade, dans la rue Khawlane, empruntée chaque matin par les diplomates pour se rendre à la chancellerie, selon le correspondant de l'AFP sur place.

La voiture blindée, une Toyota Land Cruiser, a été endommagée et ses vitres brisées, a indiqué la police qui, selon le correspondant de l'AFP, s'est déployée en force dans le secteur de l'ambassade et a bouclé toutes les rues y menant.

Il s'agit du deuxième attentat contre des représentants de l'ambassade de Grande-Bretagne au Yémen en six mois.

L'ambassadeur britannique, Timothy Torlot, avait été la cible d'un attentat raté le 26 avril, lorsqu'un kamikaze portant une ceinture d'explosifs s'était jeté contre son convoi alors qu'il se trouvait à 600 mètres de la chancellerie.

En revendiquant cette attaque, Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) avait qualifié la Grande-Bretagne "d'allié principal de l'Amérique dans sa guerre contre l'Islam", lui reprochant notamment d'avoir organisé en janvier une conférence sur le Yémen des pays donateurs.

La Grande-Bretagne avait coprésidé, avec l'Arabie saoudite et le Yémen, une nouvelle réunion des "Amis du Yémen" en septembre à New York, qui avait souligné que ce

pays, en butte notamment à la menace grandissante d'Al-Qaïda, poserait un "très grand danger" si la communauté internationale n'empêchait pas son effondrement.

Parallèlement à l'attaque contre la voiture diplomatique britannique, le directeur français du groupe énergétique autrichien OMV au Yémen a été tué par balle par un garde mercredi dans l'enceinte du siège de la compagnie près de Sanaa, selon des sources au sein des services de sécurité.

"Le garde armé a ouvert le feu sur le directeur", a indiqué l'une des sources de sécurité, sans pouvoir dire si l'attaque avait été motivée par une affaire personnelle ou un autre mobile.

Le siège de la compagnie, qui se trouve à Haddah, dans la banlieue proche de Sanaa, a été encerclé par des forces de police après l'attaque, ont indiqué d'autres sources de sécurité qui ont précisé que l'assailant a fini par être désarmé et a été arrêté. A Paris, le Quai d'Orsay a confirmé la mort par balles du ressortissant français, précisant qu'il était employé par la société française SPIE et était détaché auprès du groupe OMV.

"Notre ambassade à Sanaa et le Centre de crise du ministère sont pleinement mobilisés pour prêter assistance à la famille et assurer un contact étroit avec les autorités yéménites pour que toute la lumière soit faite sur les circonstances de ce décès", a indiqué le ministère dans un communiqué.

Le groupe autrichien est actif au Yémen depuis qu'il a pris de contrôle de Preussag Energie GmbH en 2003. Il a des licences pour trois sites de production et d'exploration. Les incidents de mercredi viennent s'ajouter à une longue liste d'attentats anti-occidentaux contre des objectifs militaires et civils depuis 2000 au Yémen, où Al-Qaïda se montre de plus en plus actif malgré la détermination affichée du pouvoir de lutter contre le réseau d'Oussama ben Laden.

Trois morts en Thaïlande:
Le pouvoir accuse les "chemises rouges"

Le pouvoir thaïlandais a accusé mercredi les "chemises rouges", manifestants antigouvernementaux à l'origine de la crise du printemps, d'être derrière la bombe qui a tué au moins trois personnes mardi près de Bangkok.

L'engin a explosé en fin de journée, peut-être prématurément, au deuxième étage d'un immeuble qui en comptait cinq dans la province de Nonthaburi, au nord de la capitale.

"Il est clair que les auteurs sont des +chemises rouges+", a déclaré à l'AFP le ministre de la Défense, le général Prawit Wongsuwon. "Il y a beaucoup d'autres bombes dans d'autres endroits", a-t-il par ailleurs assuré.

Le gouvernement, dont le chef Abhisit Vejjajiva est actuellement à Bruxelles pour un sommet Asie-Europe, a reconduit mardi pour trois mois supplémentaires l'état d'urgence en vigueur depuis le 7 avril dans la capitale et dans trois provinces alentours, dont Nonthaburi. Cette explosion, la plus violente depuis l'assaut militaire du 19 mai contre le camp retranché des "chemises rouges", a également

blessé neuf personnes dont deux grièvement. Les enquêteurs ont aussi découvert un bras humain, laissant supposer l'existence d'une quatrième victime.

"C'est lié à la situation politique actuelle", a confirmé à l'AFP une source des renseignements thaïlandais. "C'est le signal que plus de violence encore est attendue".

Un militant des "chemises rouges" a pour sa part réitéré les accusations formulées ces dernières semaines par le mouvement, accusant les autorités de manipulation pour justifier l'état d'urgence, qui permet de détenir un suspect pendant 30 jours sans mandat judiciaire.

"C'est une vaste conspiration pour détruire la crédibilité des rouges", a estimé Sean Boonpraong. "Il doit y avoir des bombes pour justifier le décret (de l'état d'urgence). Les rouges sont plus occupés à prendre soin d'eux mêmes, qu'à faire du tort au pays". Un enquêteur a précisé que l'explosion avait probablement été prématurée, survenant alors que l'engin était en cours de fabrication.

Selon le chef de la police nationale, le général Wichan Potphosree, la

puissance de l'explosion correspondait à celle de 10 kilos de TNT. Un fusil d'assaut AK-47 a aussi été trouvé sur place.

La police recherche un suspect originaire de Chiang Mai (nord), un des bastions des "rouges", connu des services de police pour des activités criminelles et qui aurait rejoint le mouvement cette année.

Les "chemises rouges" avaient manifesté à Bangkok pendant deux mois au printemps. La crise, la plus grave qu'ait connue la Thaïlande moderne, avait fait au total 91 morts et 1.900 blessés.

Le mouvement visait à faire chuter le gouvernement. Depuis, la quasi-totalité des cadres "rouges" sont en prison, poursuivis pour terrorisme, ou en fuite.

Mais les revendications politiques de la base sont intactes. Les "rouges", représentant les masses rurales et urbaines défavorisées du royaume, dénoncent la confiscation du pouvoir politique et économique par les élites de Bangkok, autour du palais royal, de l'armée, de la bureaucratie et de la magistrature.

Centrafrique:
L'armée reprend une ville de l'Est occupée par des rebelles

L'armée centrafricaine a repris le contrôle de la ville de Yalinga (est) qui était occupée depuis le 18 septembre par les rebelles de la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP), ont indiqué une source proche du haut commandement militaire et une députée.

"L'armée centrafricaine a repris sans résistance aucune, lundi tôt dans les premières heures de la matinée, le contrôle de la ville de Yalinga, après la fuite des éléments rebelles qui ont tous quitté la ville", a déclaré à l'AFP une source proche du haut commandement militaire.

Yalinga qui compte une dizaine de milliers d'habitants, avait été occupée le 18 septembre par des rebelles de la CPJP entrés alors sans rencontrer de résistance. La CPJP n'a pas signé les accords de paix en Centrafrique.

"Les forces armées centrafricaines (Faca) ont entrepris de manoeuvrer en direction de Yalinga (...) et devaient lancer la riposte lundi tôt dans la matinée. Toutefois, les rebelles ont été tenus au courant du campement des Faca non loin de Yalinga dans la nuit de dimanche à lundi et ont décampé", a indiqué la

source.

La députée de Yalinga Justine-Véronique Abatchou (Parti social démocrate, majorité présidentielle), actuellement à Bangui, a affirmé à l'AFP avoir joint plusieurs habitants de sa ville qui lui ont confirmé le départ des rebelles et l'arrivée des Faca. "De nombreux habitants m'ont appelée pour me faire part de la libération par l'armée de ma circonscription. Ils ont confirmé qu'il n'y a pas eu de combats. Cependant un hélicoptère a été aperçu à plusieurs reprises dans le ciel, tournoyant entre Yalinga et Bria laissant supposer des recherches" par l'armée des forces rebelles, a-t-elle expliqué.

Yalinga est voisine de Ndélé, chef-lieu du Bamingui-Bangoran, où était basée la CPJP. Mais la rébellion avait été contrainte de quitter la région à l'issue d'une offensive de l'armée centrafricaine en mai et juin.

Son principal dirigeant est l'ex-ministre Charles Massi dont la famille affirme qu'il est mort des suites de tortures dans une prison centrafricaine en janvier. Les autorités et la justice affirment ne pas savoir où se il se trouve.

Terrorisme

Les récentes frappes de drones liées aux menaces d'attentats en Europe

L'accroissement récent du nombre de frappes de drones dans les zones tribales du Pakistan est lié aux récents projets présumés d'attentats d'Al-Qaïda en Europe, a indiqué mercredi à la BBC l'ambassadeur du Pakistan aux Etats-Unis. "Je pense que l'activité à laquelle nous assistons au Waziristan du Nord (nord-ouest du Pakistan), en termes de frappes (...) est liée aux menaces terroristes dont nous avons entendu parler, concernant de potentielles attaques en Europe", a déclaré l'ambassadeur Hussein Haqqani à la BBC. L'ambassadeur a également confirmé que des extrémistes avaient prévu d'attaquer des cibles à travers l'Europe, comme l'ont récemment affirmé des médias anglo-saxons. "Selon les informations communiquées au Pakistan par nos partenaires américains, certaines personnes ont été arrêtées dans le passé et les interrogatoires et d'autres renseignements ont révélé qu'il y avait un complot pour attaquer plusieurs cibles en Europe", a-t-il expliqué. Depuis début septembre, la CIA (agence de renseignement américaine) a intensifié considérablement ses frappes de drones, qui visent depuis 2004 les combattants et les cadres d'Al-Qaïda et des talibans pakistanais et afghans dans les zones tribales frontalières de l'Afghanistan. Les autorités pakistanaises ont recensé 24 frappes de drones sur leur territoire depuis le 3 septembre,



qui ont fait plus de 140 morts. Une frappe de drone lundi a tué huit insurgés, dont cinq ayant la nationalité allemande, dans la zone tribale du Waziristan du Nord, selon des responsables de services de sécurité pakistanais. La BBC avait également affirmé mardi soir qu'un Britannique, tué par une frappe de drone début septembre au Pakistan, s'apprêtait à prendre la tête d'une cellule d'Al-Qaïda en Grande-Bretagne, dont la mission était de commettre des attentats en Europe. Selon la BBC, des agences de renseignements ont espionné un rassemblement de militants islamistes au Waziristan du Nord, lors duquel Abdul Jabbar a été présenté comme le chef d'un nouveau groupe ayant pour mission

d'organiser des attaques en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne sur le modèle de celles de Bombay, en Inde, qui avaient fait 166 morts en 2008. Les renseignements collectés lors de ce rassemblement ont conduit à déclencher une attaque de drone le 8 septembre, lors de laquelle Jabbar et trois autres militants ont été tués, selon la BBC. Les Etats-Unis, le Royaume uni, Japon et la Suède ont récemment averti leurs citoyens voyageant en Europe de possible attentats. M. Haqqani a exhorté la population à ne pas paniquer, affirmant que "les Européens, les Pakistanais et les services de renseignement américains travaillaient ensemble pour déjouer ces complots".

Tadjikistan:

Un hélicoptère de l'armée s'écrase, jusqu'à 25 morts

Un hélicoptère de la garde nationale tadjike s'est écrasé mercredi au Tadjikistan, tuant quatre soldats selon un communiqué officiel, alors que des sources militaires évoquaient des bilans bien plus lourds allant jusqu'à 25 morts. "Un hélicoptère Mi-8 de la garde nationale tadjike s'est écrasé dans l'est du pays. Quatre membres d'équipage ont été tués et trois autres blessés", a annoncé la garde nationale dans un communiqué. L'appareil devait atterrir dans la vallée de Racht, où les forces tadjikes mènent une vaste opération militaire contre des insurgés islamistes, déclare le communiqué. Selon la garde nationale, il a percuté une ligne de haute tension et s'est écrasé dans une rivière alors qu'il était sur le point de se poser sur un terrain d'atterrissage à Racht. L'hélicoptère volait de Douchanbé à la vallée de Racht, située à environ 200 kilomètres à l'est de la capitale.

Une source militaire tadjike haut placée a déclaré à l'AFP sous le couvert de l'anonymat que le bilan réel du crash était de 25 morts, dont 18 membres de l'unité d'élite Alpha et sept membres de la garde nationale. Cette source a par ailleurs avancé la possibilité que l'hélicoptère ait été abattu par des insurgés islamistes depuis l'un de leurs repaires dans les montagnes. "Il est possible que les islamistes aient abattu le Mi-8 depuis les montagnes alors qu'il était près de se poser sur le terrain d'atterrissage de Racht", a dit cette source. D'autres responsables militaires parlant sous le couvert de l'anonymat ont eux aussi déclaré à l'AFP que le bilan était beaucoup plus lourd que celui qui a été donné par la garde nationale. Par ailleurs, sept membres de la garde nationale ont été tués dans un incident séparé suite à une erreur de manipulation d'un mortier dans la

vallée de Racht, a indiqué à l'AFP une source haut placée au sein des forces armées. Une insurrection islamiste semble gagner du terrain depuis plusieurs semaines au Tadjikistan, une ex-république soviétique d'Asie centrale voisine de l'Afghanistan. Les deux pays ont une frontière commune très poreuse longue de 1.300 kilomètres. En septembre, 28 militaires ont été tués dans une embuscade dans la vallée de Racht. Le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), un groupe lié aux talibans et à Al-Qaïda, a revendiqué l'attaque. Lundi, cinq policiers d'une unité d'élite ont été tués lors d'affrontements avec des rebelles. Le Tadjikistan, pays à majorité musulmane qui est le plus pauvre des Etats issus du démantèlement de l'URSS, a été déchiré par une guerre civile durant les années 1990.

Chine/USA:

Prochaine rencontre des ministres de la Défense à Hanoï

Le ministre américain de la Défense, Robert Gates, doit rencontrer son homologue chinois Liang Guanglie la semaine prochaine à Hanoï en marge d'une réunion de l'Association des pays d'Asie du Sud-Est (ASEAN), a annoncé mercredi l'agence Chine nouvelle. Une telle rencontre est bien "prévue", selon l'agence officielle chinoise, et marque la reprise des

relations militaires entre les deux puissances. L'éventualité d'une telle entrevue avait été évoquée mardi à Washington par le porte-parole du Pentagone, Geoff Morrell. Washington et Pékin cherchent à organiser une visite de M. Gates en Chine au cours des mois qui viennent, probablement en début d'année prochaine, avait ajouté M.

Morrell. La Chine et les Etats-Unis ont entamé l'année par une succession de différends, dont la vente d'armes américaines à Taïwan, à la suite de laquelle la Chine avait suspendu les relations militaires. Début juin, M. Gates avait annulé un projet de visite en Chine, Pékin ayant fait savoir au Pentagone que le moment choisi était "inopportun".

Séoul

La menace nucléaire nord-coréenne à un "niveau alarmant"

Le programme nucléaire nord-coréen a atteint un "niveau très alarmant" et pourrait provoquer des dégâts en Corée du Sud si Pyongyang développe des armes plus petites et mobiles, a estimé mercredi un haut responsable sud-coréen. "La menace nucléaire nord-coréenne a progressé à un rythme rapide et a atteint un niveau très alarmant tandis que ses programmes nucléaires continuent à se développer même maintenant", a déclaré Kim Tae-Hyo, conseiller à la sécurité de la présidence sud-coréenne, cité par le journal JoongAng Ilbo. Pyongyang semble poursuivre tous ses programmes nucléaires, y compris l'exploitation de son réacteur nucléaire de Yongbyon qui produit du plutonium militaire, ainsi qu'un projet d'uranium hautement enrichi pour la fabrication de bombes, a assuré M. Kim qui a confirmé ses propos à l'AFP. "Si les têtes nucléaires sont rendues compactes et sont déployées, elles pourraient provoquer d'immenses dégâts en Corée du Sud, indépendamment de leur niveau de précision", a-t-il ajouté. Le ministère sud-coréen de la

Défense a affirmé mardi que la Corée du Nord était en train de réparer et de moderniser le complexe nucléaire de Yongbyon, considéré comme l'épine dorsale de son programme nucléaire. Le régime communiste avait fermé le site de Yongbyon en 2007, dans le cadre d'un accord conclu au cours des négociations à Six (Etats-Unis, Corée du Nord, Corée du Sud, Japon, Russie et Chine) qui vise à faire renoncer Pyongyang à ses ambitions nucléaires. Yongbyon abritait notamment le site de retraitement permettant la production de plutonium entrant dans la fabrication d'éventuelles armes atomiques. Kim Tae-Hyo a également mis en garde contre les risques que fait peser le processus de succession engagé en Corée du Nord. Le processus de succession en faveur de Kim Jong-Un, 27 ans, le plus jeune fils du dirigeant nord-coréen Kim Jong-Il semble s'être accéléré. L'héritier présumé pourrait "être tenté de lancer des provocations ou toute autre action audacieuse" afin de manifester sa présence durant la période de transition, estime M. Kim.

Nobel

Le prix de chimie à un trio

Le prix Nobel de chimie a été attribué mercredi à un trio américano-japonais pour avoir créé un des outils les plus sophistiqués de la chimie ouvrant la voie à des traitements du cancer ou à des produits électroniques et plastiques révolutionnaires. Le comité Nobel a distingué l'Américain Richard Heck, 79 ans et les Japonais Ei-ichi Negishi, 75 ans et Akira Suzuki, 80 ans. Leurs découvertes permettent à des centaines de scientifiques de synthétiser de nombreuses substances présentes dans la nature à travers le monde, des mers italiennes aux océans des Philippines à la jungle indonésienne de Bornéo, explique le comité. Les trois chimistes sont récompensés pour leurs travaux sur "le couplage croisé catalysé au palladium", un ensemble de réactions chimiques du carbone obtenues grâce à un catalyseur utilisant le métal rare. Chacun des lauréats a donné son nom à une de ces réactions chimiques. "La réaction Heck, la réaction Negishi et la réaction Suzuki sont d'une importance considérable pour les chimistes, selon le comité Nobel, car ils permettent la création d'éléments chimiques toujours plus complexes" et sont "d'importants outils pour la recherche de nouveaux médicaments". Elles ont ainsi permis la synthèse du diazomanide A, tiré d'un petit invertébré marin des Philippines qui s'avère efficace contre les cellules cancéreuses du côlon, ou encore la dragmacidine F, présente dans une éponge marine italienne, utilisée contre l'herpès et le sida. Le couplage croisé catalysé au palladium est aussi utile dans les progrès des antibiotiques contre les bactéries résistantes ou encore dans l'industrie électronique pour produire des écrans ultra-plats de "quelques millimètres", ajoute le

comité de l'Académie royale des Sciences. Même si les premières réactions de ce type ont été faites il y a plus de 40 ans par Richard Heck dans son laboratoire du Delaware, "elles sont toujours améliorées et développées", souligne le comité. "Les découvertes de Richard Heck, Ei-ichi Negishi et Akira Suzuki sont déjà d'une grande importance pour l'humanité. Néanmoins, si l'on prend en compte les développements en cours dans les laboratoires à travers le monde, ces réactions vont probablement devenir encore plus importantes dans le futur". Interrogé par téléphone lors d'une conférence de presse, suivant l'annonce du prix, M. Negishi, qui se trouvait aux Etats-Unis, a concédé qu'il en rêvait depuis de nombreuses années. "J'ai commencé à rêver du prix il y a un demi-siècle quand je suis arrivé aux Etats-Unis. En rencontrant de nombreux lauréats des Nobel, j'ai réalisé que ce n'était pas une fiction, mais une réalité qui peut arriver en principe à tout le monde, moi y compris. C'était il y a 50 ans. Depuis, je dois confesser que cela a été mon plus grand rêve réalisable", a-t-il dit. "J'étais sans voix. C'était une grande surprise pour moi", a quant à lui expliqué Richard Heck, interrogé par l'agence TT. "C'est une grosse surprise parce que je n'ai rien fait en laboratoire depuis plusieurs années". La saison 2010 des Nobel s'est ouverte lundi avec le prix de médecine attribué au père des bébés-éprouvettes, le Britannique Robert Edwards, suivie mardi du prix de physique remis à deux chercheurs d'origine russe, Andre Geim et Konstantin Novoselov, pour leur découverte du graphène, une forme révolutionnaire du graphite.

ECONOMIE

Rassemblee par : Salah Ould Abeidellah

UE-Corée du Sud
Signature d'un vaste accord de libre-échange

L'Union européenne et la Corée du Sud ont signé mercredi à Bruxelles un accord bilatéral de libre-échange d'une ampleur sans précédent, le premier de ce type entre l'Europe et Asie.

L'accord, qui devrait s'appliquer à partir de juillet 2011, doit permettre la suppression de droits de douane. Pour les exportations de l'UE vers la Corée du Sud, cela représenterait 1,6 milliard d'euros par an.

Il prévoit aussi l'élimination de barrières non douanières, notamment certaines réglementations et normes pour le secteur automobile, les médicaments ou l'électronique grand public.

La négociation de l'accord avec la Corée du Sud a duré trois ans. Il avait reçu le 16 septembre le feu vert des chefs d'Etats et de gouvernements de l'UE réunis à Bruxelles, mais doit encore être ratifié par le Parlement européen, avec un vote en première lecture prévu durant la session plénière du 18 au 21 octobre.

Les gouvernements de l'UE et les



eurodéputés doivent notamment se mettre d'accord sur les modalités d'une "clause de sauvegarde" prévue dans le texte pour le secteur automobile.

Cette clause est censée répondre aux inquiétudes des constructeurs européens qui craignent une con-

currence déloyale des petites voitures coréennes. Elle limiterait les remboursements de droits de douane en cas d'explosion des importations de voitures coréennes.

La Corée du Sud est le quatrième partenaire commercial de l'UE en dehors de l'Europe.

Pétrole

Baisse du brut après la forte hausse de la veille



Les cours du brut étaient orientés à la baisse mercredi dans les échanges électroniques en Asie, après la forte hausse de la veille à New York et dans la perspective de chiffres montrant une nette hausse des stocks pétroliers aux Etats-Unis, selon des courtiers.

Le baril de "light sweet crude" pour livraison en novembre reculait de 15 cents à 82,67 dollars.

Celui du Brent de la Mer du Nord à échéance identique cédait 7 cents à 84,77 dollars.

"Ce qui provoque les ajustements ce matin, ce sont les prévisions de

l'Institut américain du pétrole (API)", a indiqué Victor Shum, analyste chez Purvin and Gertz à Singapour.

"L'API prévoit une hausse des stocks de brut de 4,4 millions de barils (aux Etats-Unis). C'est une forte hausse", a-t-il ajouté.

Mardi, les prix du pétrole, dopés par un nouvel accès de faiblesse de la monnaie américaine, ont fortement progressé à New York, le baril atteignant son plus haut niveau depuis début mai, proche de 83 dollars.

Sur le New York Mercantile

Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" pour livraison en novembre a terminé à 82,82 dollars, en hausse de 1,35 dollar par rapport à la veille.

Il a touché au cours de la séance 82,99 dollars, son plus haut niveau depuis le 4 mai.

A Londres, sur l'Intercontinental Exchange, le baril de Brent de la mer du Nord à échéance identique a gagné 1,56 dollar à 84,84 dollars.

Par ailleurs, les intervenants du marché pétrolier "s'inquiètent de la grève en France, dans la région de Marseille, qui pourrait commencer à affecter les activités des raffineries", a relevé Andy Lipow, de Lipow Oil Associates.

Le secrétaire général du syndicat CGT du port de Marseille, Pascal Galéoté, a indiqué à Dow Jones Newswires que la grève au terminal de Lavera se poursuivrait mercredi pour le 10e jour.

Toujours sur le front de l'offre, un canal dans le port de Houston (Texas, Sud des Etats-Unis), qui permet d'approvisionner les raffineries de la région en brut, a été fermé lundi après un accident.

FAO:
22 pays sont confrontés à des crises de longue durée

Vingt-deux pays dans le monde sont confrontés à des crises de longues durée, certains d'entre eux depuis une trentaine d'années, a déploré mercredi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

"On estime que 22 pays sont actuellement confrontés à des crises prolongées (...) qui présentent les caractéristiques suivantes: catastrophes naturelles ou conflits répétés, longue durée des crises alimentaires, bouleversement des moyens d'existence et capacité institutionnelle insuffisante pour réagir aux crises", dénonce la FAO dans son dernier rapport sur l'insécurité alimentaire.

"L'Afghanistan, la Somalie et le Soudan, par exemple, vivent en situation de crise depuis les années 80, c'est-à-dire depuis près d'une

trentaine d'années", précise l'organisation spécialisée de l'ONU, dont le siège est à Rome.

Les 22 pays (Afghanistan, Angola, Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Erythrée, Ethiopie, Guinée, Haïti, Irak, Kenya, Liberia, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République populaire démocratique de Corée, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tadjikistan, Tchad, Zimbabwe) "ont besoin d'interventions spéciales de la part de la communauté internationale qui se consacre au développement".

Sur les 15 dernières années, ces pays ont connu, entre les catastrophes naturelles, celles causées par l'homme et les combinaisons des deux, entre 8 catastrophes (République centrafricaine) et 15 (douze pays), selon un tableau de la FAO.

Dubaï:
L'immobilier peine à se redresser

Le secteur de l'immobilier, fleuron de l'économie de Dubaï avant la crise, se débat actuellement avec une offre qui dépasse de loin la demande, mais les promoteurs espèrent voir vite le bout du tunnel.

Les principaux promoteurs, réunis cette semaine à l'occasion du salon annuel de l'immobilier Cityscape, ont pris la mesure du tassement actuel du marché, ne présentant que des projets en cours de réalisation.

"Pour les promoteurs de Dubaï, le principal souci cette année est de remettre les clés de ce qui a été achevé et d'achever ce qui a été mis en chantier", souligne Rohan Marwaha, le directeur de la manifestation.

Pour la deuxième année consécutive, le nombre de participants à ce salon a diminué.

Les prix de l'immobilier dans l'émirat ont baissé environ de moitié depuis les sommets de 2008, lors du boom exceptionnel du secteur.

Dubaï, qui n'a pas de ressources pétrolières significatives comme la capitale des Emirats arabes unis Abou Dhabi, a été durement touché par la crise financière internationale à l'automne 2008 et la bulle immobilière de Dubaï s'était brutalement dégonflée.

Selon l'agence immobilière Colliers International, le prix moyen du m2 à Dubaï est passé de 5.500 USD au troisième trimestre 2008 à environ 2.900 USD à la fin du premier trimestre 2010.

Dans un rapport, le cabinet de consultants Jones Lang Salle, a estimé cette semaine que les prix allaient continuer à baisser en 2010 en raison d'une offre trop importante, mais à un rythme plus faible.

"Le surplus de l'offre est en train de doucher les espoirs et de retarder l'heure du rétablissement du marché", souligne le rapport.

Le cabinet prévoit que 35.000 nouvelles unités résidentielles arriveront sur le marché en 2010, et 30.000 autres en 2011. Quelque 650.000 m2 de nouveaux bureaux seront prêts en 2010.

Certains promoteurs mettent cependant en doute les projections sur l'offre, estimant que beaucoup de projets ne seront pas achevés.

"Il y aura une réduction de 90% de l'offre par rapport aux projets annoncés de 2008", a affirmé à l'AFP, Cheikh Maktoum ben Hasher Al-Maktoum, président d'Al-Fajer Properties.

Il a rappelé que l'Autorité en charge du secteur, la Real Estate Regulatory Authority (RERA), avait déjà annoncé l'annulation de 480 projets immobiliers et, selon lui, beaucoup de promoteurs sont en train de réduire l'envergure de leurs projets.

La situation générale de Dubaï s'est améliorée après l'annonce par son principal conglomérat Dubai World d'un accord avec ses créiteurs pour la restructuration d'une dette de 24,9 milliards de dollars.

Certains signes de reprise commencent à se faire sentir, les prix attractifs des loyers encourageant l'installation de sociétés à Dubaï.

"Le marché s'est amélioré de manière significative cette année. Des sociétés internationales arrivent" pour s'établir à Dubaï comme base régionale, souligne Nicholas Maclean, directeur pour le Moyen-Orient pour l'agence CB Richard Ellis.

Selon M. Maclean, Dubaï doit cependant augmenter sa population pour relancer l'immobilier.

La population de Dubaï, essentiellement étrangère, a reculé de 8% en 2009 à 1,52 million et devrait baisser de 2% en 2010, selon Jones Lang Lasalle.

Le souverain de Dubaï, cheikh Mohammed ben Rached Al-Maktoum a reconnu qu'il fallait modifier la loi sur l'immigration pour permettre aux plus de 60 ans de vivre dans le pays alors que la loi oblige les retraités étrangers à quitter Dubaï.

"Nous avons atteint le fond et on ne peut que remonter", a-t-il assuré.

Aéronautique
Airbus obtient la certification militaire pour son ravitailleur

Le constructeur aéronautique européen Airbus a reçu la certification militaire pour son ravitailleur A330-MRTT en lice aux Etats-Unis pour un contrat de l'armée de l'air, a annoncé Airbus Military (EADS) mercredi.

"Airbus Military a obtenu la certification pour son A330 multi-rôles transport/ravitaillement (en vol) de l'autorité espagnole militaire: Instituto de Tecnologia Aeroespacial (INTA)", selon un communiqué.

"L'A330-MRTT est désormais l'unique ravitailleur de nouvelle génération proposé aux armées de l'air", souligne Airbus Military.

"Nous avons reçu la certification civile européenne au printemps de l'Agence européenne de la sécurité aérienne (Easa), il fallait une certification militaire. Or pour l'instant, il n'y a pas d'organisme équivalent pour le militaire donc c'est la certification nationale qui prévaut dans ce cas-là", explique-t-on chez Airbus Military.

L'appareil a ainsi reçu la dernière strate de certification nécessaire pour pouvoir être livré.

"L'avion a obtenu l'aval pour être utilisé dans tous les domaines de

vol, pour tous les niveaux de système de "refueling" (ravitaillement). Et c'est très important dans le cadre de la campagne militaire car cela veut dire que notre avion est bon de vol complètement alors que les Américains doivent encore développer le leur", commente-t-on chez Airbus.

Les deux premiers exemplaires de l'A330-MRTT (version modifiée du long-courrier A330) vont être livrés aux Australiens d'ici à la fin de l'année. La Grande-Bretagne sera le prochain pays à être livré l'année prochaine.

Au total, 28 appareils ont été commandés par les armées de l'air de l'Australie, des Emirats Arabes Unis, de l'Arabie Saoudite et du Royaume-Uni.

Boeing et EADS sont en concurrence depuis des années pour tenter de remporter un contrat de l'armée de l'air américaine pour le renouvellement de sa flotte d'avions-ravitailleur, une commande évaluée à environ 35 milliards de dollars.

Le constructeur américain propose une version modifiée de son long courrier B767, plus petit que l'A330 modifié d'Airbus.

Développement durable : L'écologie, science du vivant et du non vivant



L'écologie est au sens large le domaine de réflexion qui a pour objet l'étude des interactions, et de leurs conséquences, entre un individu (isolé et/ou en groupe social constitué) et le milieu biotique et abiotique qui l'entoure et dont lui-même fait partie ; les conséquences étant celles sur le milieu, mais aussi celles sur l'individu lui-même.

Généralités

Cette acception générale (dite " large ") fait de l'écologie un domaine de réflexion très vaste, puisque par biotique il faut entendre la totalité du monde vivant (les animaux, les plantes, les micro-organismes, mais pouvant aussi inclure les autres individus, la société, etc.) ; et par abiotique, il faut entendre tout ce qui n'est pas vivant (donc aussi potentiellement les objets, la technologie, la connaissance, etc.). C'est cette acception, dite "large", que l'on retrouve par exemple à la base de la réflexion en écologie politique.

Dans son acception dans le champ scientifique (qui est la plus couramment utilisée pour des raisons historiques), le terme "écologie" désigne la science qui se donne pour objet les relations des êtres vivants (animaux, végétaux, micro-organismes, etc.) avec leur habitat et l'environnement, ainsi qu'avec les autres êtres vivants. Une autre définition proche est l'étude scientifique des interactions qui déterminent la distribution et l'abondance des organismes vivants. Ainsi, en science, l'écologie est souvent classée dans le champ de la biologie. Cette science étudie deux grands ensembles : celui des êtres vivants (biocénose) et le milieu physique (biotope), le tout formant l'écosystème (mot inventé par Tansley). L'écologie étudie les flux d'énergie et de matières (réseaux trophiques) circulant dans un écosystème. L'écosystème désigne une communauté biotique et son environnement abiotique.

De fait, malgré une confusion extrêmement fréquente, l'écologie ne doit pas être confondue avec l'écologisme ou avec l'environnementalisme qui sont des courants de pensées idéologique ou philosophique adoptés face au questionnement sur l'environnement ou la sauvegarde de l'écologie. L'écologie vient du grec "oikos" (la maison, le domaine et, par extension, ce qui entoure et dont on fait partie, c'est à dire la biosphère) ; et "logos" (discours raisonné et argumenté, sciences, savoir, connaissance).

Étymologie et Histoire

Le terme " écologie " fut inventé en 1866 par le biologiste allemand Ernst Haeckel.

. Plus spécifiquement, le terme "écologie" semble avoir été utilisé pour la première fois en français vers 1874. Dans son ouvrage Morphologie générale des organismes, Haeckel désignait en ces termes : " (...) la science des relations des organismes avec le monde environnant, c'est-à-dire, dans un sens large, la science des conditions d'existence. ".

Dans le champ scientifique, l'écologie fait partie des sciences biologiques de base qui concernent l'ensemble des êtres vivants. Il existe en biologie divers niveaux d'organisation, celui de la biologie moléculaire, de la biologie cellulaire, la biologie des organismes (au niveau individu et organisme), l'étude des populations, l'étude des communautés, les écosystèmes et la biosphère.

Le domaine de l'écologie scientifique regrouperait les dernières catégories. En effet, elle est une science holistique qui étudie non seulement chaque élément dans ses rapports avec les autres éléments, mais aussi l'évolution de ces rapports selon les modifications que subissent le milieu, les populations animales et végétales. Ces rapports sont décrits du plus petit niveau jusqu'au niveau le plus global. En tant que science biologique, l'écologie est fortement liée à d'autres branches de la biologie, principalement, la génétique des populations, la physiologie, l'éthologie et les sciences de l'évolution. Elle est également en lien avec la géologie pour l'étude de l'environnement abiotique, notamment la pédologie

(l'étude des sols) et la climatologie ainsi que la géographie humaine et physique. Le terme " écologie " est souvent utilisé de manière erronée pour désigner l'écologie politique, l'environnementalisme (ou l'écologisme) et l'écologie sociale.

La définition "large" du terme écologie ouvre, sur le même principe de l'interaction entre un individu et son milieu, à une quantité très importante de domaines de réflexion, et sont classées dans l'écologie de nombreuses disciplines.

Toujours en partant de la définition "large" du terme écologie, celle-ci joue un rôle important en tant que générateur d'interactions interdisciplinaires en reliant des domaines tels que l'économie, la sociologie, la psychologie, la géonomie, l'urbanisme, l'architecture, la santé individuelle et la santé publique, l'agriculture, le design, l'éducation, la technologie, le travail, le bien-être, la production industrielle et l'organisation sociale. L'ensemble de ces réflexions interdisciplinaires est souvent rassemblé sous le terme Écologie politique.

Biosphère et Biodiversité

L'écologie est une science qui étudie les écosystèmes à plusieurs niveaux : la population (individus de la même espèce), la biocénose (ou communauté d'espèces), les écotones et les écosystèmes des différents habitats (marins, aquatiques, terrestre, ect.) et la biosphère. La Terre, d'un point de vue écologique, comprend plusieurs systèmes; l'hydrosphère (ou sphère de l'eau), la lithosphère (ou sphère du sol) et l'atmosphère (ou sphère de l'air).

La biosphère s'insère dans ces systèmes terrestres, elle est la partie vivante de la planète, la portion biologique qui abrite la vie qui se développe. Il s'agit d'une dimension superficielle localisée, qui descend jusqu'à 11 000 mètres de profondeur et s'élève jusqu'à 15 000 mètres d'altitude par rapport au niveau de la mer. La majorité des espèces vivantes vivent dans la zone située de -100 mètres à +100 mètres d'altitude. La vie s'est tout d'abord développée dans l'hydrosphère, à faible profondeur, dans la zone photique. Des êtres pluricellulaires sont ensuite apparus et ont pu coloniser également les zones benthiques. La vie terrestre s'est développée plus tardivement, après que se soit formée la couche d'ozone protégeant les êtres vivants des rayons ultraviolets. Les espèces terrestres vont d'autant plus se diversifier que les continents vont se fragmenter, ou au contraire se réunir.

Biosphère et biodiversité sont indissociables, caractéristiques de la planète Terre. On définit la biosphère comme étant la sphère du vivant, alors que la biodiversité en est la diversité. La sphère est le contenant, alors que la diversité en est le contenu. Cette diversité s'exprime à la fois au niveau écologique (écosystème), population (diversité intraspécifique) et espèce (diversité spécifique). La biosphère contient de grandes quantités d'éléments tels que le carbone, l'azote et l'oxygène. D'autres éléments, tels que le phosphore, le calcium, le potassium sont également indispensables à la vie. Au niveau des écosystèmes et de la biosphère, il existe un recyclage permanent de tous ces éléments, qui alternent l'état minéral et l'état organique (cycles biogéochimiques).

En effet, le fonctionnement des écosystèmes est essentiellement basé sur la conversion de l'énergie solaire en énergie chimique par les organismes autotrophes, grâce à la photosynthèse (il existe aussi une chimiosynthèse sans utilisation de l'énergie solaire). Cette dernière aboutit à la production de sucres et à la libération d'oxygène. Ce dernier est utilisé par tous les organismes - autotrophes comme hétérotrophes - pour dégrader les sucres par la respiration cellulaire, libérant ainsi de l'eau, du dioxyde de carbone et l'énergie nécessaire à leur fonctionnement. Ainsi, l'activité des êtres vivants est à l'origine de la composition spécifique de l'atmosphère terrestre, la circulation des gaz étant assurée par de grands courants aériens.

Les océans sont de grands réservoirs, qui stockent les échanges de l'eau, assurent une stabilité thermique et climatique, ainsi que le transport des éléments chimiques grâce aux grands courants océaniques. De même, la composition des sols est la résultante de la composition de la roche mère, de l'action géologique et des effets cumulatifs des êtres vivants.

Pour mieux comprendre le fonctionnement de la biosphère, l'équilibre énergétique et les dysfonctionnements liés à l'activité humaine, des scientifiques américains ont réalisé, sous serre, un modèle réduit de la biosphère, appelée Biosphère II.

Le premier principe de l'écologie est que chaque être vivant est en relation continue avec tout ce qui constitue son environnement. On dit qu'il y a un écosystème dès qu'il y a interaction durable entre des organismes et un milieu.

Diabète :

Comment bien vivre avec la maladie ?

Les études démontrent que les conséquences du diabète sont trop méconnues. Pourtant, d'après l'Association française des diabétiques, on compte parmi les diabétiques plus de 30 000 amputés, 35 000 aveugles et 300 000 victimes d'infarctus.

Attention au cœur

En effet, le diabète de type 2 est considéré comme une maladie silencieuse. Plus de dix ans peuvent s'écouler sans que le diabétique qui s'ignore ne constate une élévation affolante de sa glycémie. Ce n'est que trop tard qu'il déplorera de graves complications aux yeux, aux nerfs, au cœur ou aux artères : quand il découvre sa maladie.

Le diabète altère les gros vaisseaux qui irriguent le cœur, le cou ou les jambes. Ces atteintes se nomment macroangiopathie. Par quel mécanisme ? Des dépôts de graisse s'accumulent sur les parois des artères, le phénomène étant même accentué par l'hypertension, le tabagisme ou une alimentation trop riche en graisse. Avec le temps, ces dépôts se durcissent, jusqu'à casser ou former des caillots (thrombose). En obstruant les artères, elles peuvent provoquer des infarctus (infarctus du myocarde si c'est l'artère irrigant le cœur). Autre conséquence : l'accident vasculaire cérébral en cas d'hypertension artérielle. Les diabétiques sont 2 à 3 fois plus exposés à ces atteintes vasculaires ou cérébrales.

Attention les yeux !

En outre, le diabétique peut souffrir également d'une altération des petits vaisseaux sanguins à l'extrémité des artères, les capillaires. Trois organes sont particulièrement vulnérables : les yeux, les pieds et les reins. L'altération des capillaires de la rétine (rétinopathie) est très courante puisque 50 % des diabétiques de type 2 en sont touchés. C'est la première cause de cécité avant 65 ans en France. Le paradoxe est qu'il est possible d'avoir une bonne vue et d'être atteint de rétinopathie. Il existe toutefois des signes d'alerte comme la déformation des images ou des lettres à la lecture ou la sensation de voile. Un examen annuel ophtalmologique est donc vital pour pouvoir détecter cette altération avant qu'elle n'atteigne le centre de l'œil et la rétine

avec des dommages irrémediables.

Des nerfs fragiles

L'atteinte des nerfs ou neuropathie, est très fréquente, et l'est encore davantage quand le diabétique avance en âge. Les répercussions dépendent du type de nerfs touchés. - Dans le cas de nerfs moteurs, c'est la force musculaire qui sera atteinte. - Dans celui des nerfs sensitifs, le malade souffrira de douleurs et des troubles (crampes, mauvaise perception dans la position des jambes).

-Dans le cas d'une atteinte du système nerveux végétatif, des troubles du système digestif sont remarqués (diarrhée, constipation) ainsi que de l'appareil cardio-vasculaire (sensation de vertige lors d'un passage à la position debout) ou de l'appareil génital et urinaire (trouble de l'érection, impuissance, incontinence ou rétention urinaire).

Lorsque la neuropathie diminue la sensibilité à la douleur, elle retarde d'autant la détection de la pathologie, en rendant indolore une blessure au pied par exemple.

Des pieds d'argile

Les complications des pieds sont une conséquence directe de la détérioration des nerfs et des artères. Elles ne sont pas à négliger car une simple blessure au départ anodine va s'amplifier, s'infecter. Prise en charge trop tardivement, l'amputation sera alors l'ultime recours. La dernière étude (datée de 2007) a recensé 8 000 amputations par an, d'orteils ou de pieds. Il est donc important de porter une attention régulière à ses pieds et de savoir repérer rapidement ongles incarnés, mycoses (infections dues à des champignons), plaies légères, corne provoquant fissures et crevasses... Les chaussures devront aussi être scrupuleusement choisies pour leur confort et soigneusement inspectées afin d'y déloger tout corps étranger.

... Et n'oubliez pas les reins

Là encore, l'évolution de la complication au niveau du rein est diffuse : elle se fait sans que le malade diabétique en ait conscience. Si la détection intervient trop tard, il y a risque d'en arriver au stade ultime, c'est-à-dire l'obligation de suppléer artificiellement la fonction rénale défaillante. C'est la dialyse .

Sciences et techniques :

Microsoft se tourne vers les mobiles

Le 11 octobre, Windows Phone 7 sera lancé. Le géant américain des logiciels doit regagner le terrain conquis par Apple et Google dans l'Internet mobile.

C'est un tournant majeur pour Microsoft. Le géant américain n'hésite pas à investir des centaines de millions de dollars dans le lancement de Windows Phone 7, son nouveau système d'exploitation pour smartphones. M. Steve Ballmer, directeur général de Microsoft sera à Paris pour voir les opérateurs. Windows Phone 7 est "stratégique. Il bénéficie de soutiens comparables à ceux d'un gros lancement chez Microsoft, comme ceux de Windows, de la Xbox ou de Office", précise Nicolas Petit, patron marketing de la division en France.

L'enjeu est crucial. Microsoft doit

rattraper le retard sur Apple et Google, qui lui ont ravi sa deuxième place mondiale en trois ans. De plus, l'Internet mobile dépassera demain l'Internet fixe, chasse gardée de Microsoft. Le téléphone mobile a séduit déjà 5 milliards d'utilisateurs dans le monde et se développe rapidement pour l'accès à l'Internet. Alors que le PC a séduit "seulement" 1,5 milliard d'utilisateurs. Steve Ballmer a repris en main le dossier après les départs forcés de Robbie Bach et J. Allard, patrons de la division grand public. Selon sa promesse, "Windows Phone 7 va changer l'expérience des utilisateurs". Dès son lancement, Win-dows Phone 7 sera utilisé dans 5 ou 6 smartphones "proposés par Samsung, HTC, LG et Dell", précise Nicolas Petit. Une douzaine d'appareils seront disponibles fin 2010.

PUBLICITÉ

AVIS DE MODIFICATION

Le statut du cabinet Bechir & co, a été modifié et est devenu une société anonyme au capital de 10 000 000 UM, réparti en 1000 actions de 10 000 chacune, entièrement libérées et souscrites. Bechir & co. Sa, reprend tout le patrimoine de Bechir & co sarl et l'actif de MC consulting, conformément au rapport du commissaire aux apports désigné par l'assemblée générale.

La nouvelle société anonyme:

Bechir & co
BP 1673 Nouakchott
Tel 525 43 78

est dirigée par un conseil d'administration de quatre membres sous la présidence de Monsieur Yahya Ould Bechir.

Monsieur Khattar Ould Alioune est nommé Administrateur Directeur Général à compter du 1er octobre 2010.

Le président du Conseil d'administration
Yahya Ould Bechir

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Projet de Renforcement des Capacités du Secteur Public (**PRECASP**) recherche un cadre de haut niveau pour le poste de **Responsable Administratif et Financier**.

Les profils recherchés pour le **Responsable Administratif et Financier (RAF)** sont les suivants:

- . Etre de nationalité mauritanienne;
- . Etre expert-comptable diplômé ou avoir une maîtrise (ou plus) en comptabilité, gestion financière ou équivalent;
- . Avoir une expérience professionnelle pertinente de 7 ans (au moins) dans un poste d'encadrement, au sein d'un cabinet comptable, d'une entreprise, de (l'administration publique ou d'un projet de développement (de préférence financé par l'IDA).
- . Avoir une grande capacité de communication et de travail ;
- . Etre d'une très grande rigueur;
- . Avoir l'esprit d'analyse et de synthèse et une bonne pratique de l'élaboration des rapports financiers;
- . Avoir une bonne maîtrise des logiciels de gestion comptable et financière (de préférence Tompro, Tompaie);
- . Etre familiarisé avec les procédures des bailleurs de fonds, notamment celles de l'IDA;
- . Maîtriser le Français (langue de travail), la connaissance de l'Arabe et de l'Anglais constituant un atout.

Dans un premier temps, une short-list sera élaborée sur la base de l'étude des dossiers. Les candidats présélectionnés seront ensuite invités à des interviews. Les dossiers de candidature doivent être constitués des éléments suivants:

- 1) une lettre de motivation manuscrite, datée et signée par le candidat, avec l'adresse et les coordonnées téléphoniques du candidat;
- 2) un cv certifié par le candidat, daté et signé;
- 3) des photocopies légalisées des diplômes et certificats de travail;
- 4) une photocopie légalisée d'une pièce confirmant la nationalité mauritanienne du candidat;
- 5) une photo d'identité récente.

Les dossiers sont à envoyer, sous pli fermé portant la mention "Candidature au poste de RAF du projet PRECASP" à l'adresse suivante: B.P : 6846 Nouakchott. La date et heure limite de réception des dossiers de candidature: 18 Octobre 2010 à 16h00 TU.

Avis de vente

Il est porté à la connaissance du public de la mise en vente des matériaux usagés suivants:

- un lot de mobilier de bureau,
- un lot de matériel de bureau,
- un lot de divers

La visite des lots est ouverte au public au siège de Naftec mie SA, société en liquidation dès apparition de cet avis dans les journaux, et ce de 8 h à 13h jusqu'au 17/10/2010 à 13heures.

Les personnes qui seraient intéressées par l'achat de ces lots peuvent adresser leurs offres d'achat sous plis fermés avec mention ne pas ouvrir qu'en séance de dépouillement, au plus tard le 20/10/2010 à 13 heures, à l'adresse: Au liquidateur de Naftec mie SA, société en liquidation en face de l'église de Nouakchott. L'ouverture des offres aura lieu le 21/10/2010 à 10h dans la salle de réunion de la Naftec.

NB :les soumissionnaires retenus doivent procéder à l'enlèvement de leurs lots au plus tard le 25/10/2010.

Le Liquidateur

DEPISTAGE DU VIH/SIDA

Où dois-je me rendre ?

- Au Centre National d'Hygiène (CNH)/Centre de Dépistage Volontaire et Anonyme (CDVA)
 - Au CNTS (Centre National de Transfusion Sanguine)
 - Au Centre de Kiffa
 - A l'Hôpital militaire de Nouakchott.
 - Au Centre médical Alpha de Sebkha sis cinéma Saada.
- D'autres centres seront ouverts dans les capitales régionales.

Les analyses du dépistage du VIH sont **gratuites et confidentielles**, vos résultats ne seront connus que par vous.

Toute l'actualité en Mauritanie

sur le site web

de l'Agence Mauritanienne d'Information
(AMI)

<http://www.ami.mr>

Vous pouvez aussi consulter

en ligne le Quotidien Horizons

à l'adresse suivante:

<http://www.ami.mr/filesfr/pdf/Horizons.pdf>

Pour vos annonces publicitaires

contactez nous

sur notre mail:

dgsami@yahoo.fr

POUR BIEN VENDRE ET BIEN ACHETER

FAITES CONFIANCE AUX ANNONCES DE

HORIZONS

222 525 27 77

SPORTS

Sidi-Brahim dit DIENG

Athlétisme/Marathon de Nouadhibou
Début des inscriptions

A moins de deux mois du premier semi-marathon international de Nouadhibou qui s'inscrit cette année dans le cadre de la célébration du cinquantenaire de notre indépendance nationale, le Comité d'organisation s'attelle à faire de cette manifestation, une réussite. Fort de l'expérience de la Fédération d'Athlétisme dont l'évènement - phare annuel est le marathon de l'Amitié ouvert aux pays de la sous-région aussi bien au nord qu'au sud de la Mauritanie, le comité d'organisation du premier semi-marathon international de Nouadhibou est en train de mettre la dernière main sur les préparatifs de ce test majeur. Présidé par M. Mohamed Haidara, un mordue de la course à pied malgré ses 50 ans révolus, ce comité entend réussir ce coup d'essai. C'est pourquoi il a entamé une campagne de sensibilisation auprès des habitants de la ville qui accueille, pour la première fois, ce semi marathon international. C'est bien également pourquoi le comité d'organisation entend porter la nouvelle auprès des athlètes (21 km) pour remplir les formalités à temps en fournissant un certificat médical justifiant l'aptitude du candidat à parcourir une telle distance. Il s'agit aussi de venir au moment opportun pour s'acclimater et découvrir le public de la ville de Nouadhibou et se familiariser avec la piste. Cette dernière



sera identifiée, délimitée et mesurée par des experts de la Fédération qui ont fait leurs preuves lors des championnats de la zone ouest africaine et du tournoi international des handicapés qui se sont déroulés à Nouakchott. Les inscriptions ont commencé aussi bien à Nouakchott qu'à Nouadhibou. A Nouakchott, elles se font auprès de M. Sarr Seydi, à la direction des Sports située dans les locaux de l'Office du Complexe olympique. A Nouadhibou, les candidats peuvent s'inscrire auprès de MM. Ba Seydou et Ali Fall respectivement à la Maison des Jeunes de la wilaya de Dakhlet Nouadhibou et au Club des Jeunes de Nouadhibou, selon M. Mohamed Haidara, initia-

teur de ce semi-marathon où il est prévu une série de 10 Km destinée aux vétérans et 6 km pour les élèves et les handicapés. M. Mohamed Haidara précise par ailleurs que pour les probables participants étrangers, une adresse e-mail est ouverte pour faciliter les inscriptions. Elle est ainsi libellée : marathon.nouadhibou@yandex.ru. Depuis quelques semaines, le Comité d'organisation est à la recherche de sponsor pour assurer une réussite de ce premier marathon international organisé dans une ville de l'intérieur du pays. L'initiateur entend pérenniser ce marathon.

AKSY

Ligue 1

L'OM en mauvaise posture

Le mauvais début de saison de l'OL, 17e de L1, n'a pas douché les ambitions de Jean-Michel Aulas. Le boss du septuple champion de France vise le sacre dans l'Hexagone et une Coupe d'Europe "d'ici l'Euro 2016 en France". JMA en profite pour lancer une pique envers Karim Benzema. L'OL affiche des pertes record de 35,6 millions d'euros au terme de l'exercice clos le 30 juin. Sur le terrain, Jean-Michel Aulas ne doit pas trouver de meilleurs motifs de satisfaction depuis le début de saison. Après huit journées, son club est 17e et a subi quelques revers humiliants, notamment le derby face à Saint-Etienne à Gerland (0-1) et n'a toujours pas trouvé son identité de jeu. Bref, le tableau est plutôt sombre pour le septuple champion de France. Mais JMA ne s'en fait pas. En apparence au moins. Le boss des Gones a affirmé ce mercredi que le titre de champion était toujours dans le viseur des Rhodaniens : "Quand on est 17e, ça fait drôle de dire qu'on vise le titre, mais c'est toujours réalisable", a-t-il déclaré lors de la présentation des résultats financiers d'OL Groupe, la holding dont dépend le club. "Notre budget a été bâti sur l'hypothèse d'un podium en championnat et d'un quart de finale en Ligue des cham-



pions", a expliqué le président de l'OL. "Aujourd'hui, la place que nous occupons n'est pas celle que nous souhaitons, mais il reste 30 matches et il nous étonnerait fort que l'équipe en place ne nous permette pas d'atteindre notre objectif en championnat", a ajouté celui qui a tout de même dépensé 22 millions d'euros cet été rien que pour s'attirer les services de Yoann Gourcuff. Aulas voit loin, très loin et ne s'arrête pas à cette saison. Le boss de l'OL a de grosses ambitions et pas seulement nationales. La demi-finale de C1 disputée l'an dernier a sans doute gonflé un peu plus encore son appétit sur le Vieux Continent. Aulas a fixé un objectif pour Lyon : "gagner une coupe d'Europe d'ici l'Euro 2016 en France".

Face à la mauvaise passe de son club et la grogne des supporters qui réclament la tête du Claude Puel, Le président lyonnais en a profité pour réaffirmer qu'il ne tirerait pas un bilan du début de saison de ses hommes avant fin octobre et la 10e journée de Championnat : "J'ai dit qu'on ferait un bilan des résultats sportifs à fin octobre. Il y aura un bilan de fait, c'est normal. Joueurs et staffs seront concernés par ce bilan. Il y a un staff avec un entraîneur qui a beaucoup de qualités mais qui déplaît à certains pour des raisons de résultats mais aussi peut-être d'attitude ou de comportement." JMA ne cédera donc pas avant le déplacement de son club à Arles-Avignon. Même si les détracteurs de Puel font gronder Gerland. Jean-Michel Aulas connaît bien Karim Benzema. Il a livré son avis sur les reproches formulés par José Mourinho et Laurent Blanc à l'attaquant du Real Madrid : selon lui, les deux coachs ont "raison" de le pousser à travailler plus. "Si des gens aussi qualifiés que Laurent Blanc et José Mourinho le disent... Oui, il a à travailler. Il a à trouver la bonne attitude pour que son potentiel immense se concrétise." "J'ai les yeux de Chimène pour Karim, je ne peux pas le critiquer, mais ceux qui émettent des avis doivent être écoutés", a ajouté Aulas à propos du joueur, 22 ans, né et formé à Lyon avant de rejoindre Madrid à la fin de la saison 2008/2009. "Il a quitté Lyon très jeune, pour le plus grand club du monde en plus. Ça peut être traumatisant de changer d'espace comme ça. C'est une chance d'avoir un entraîneur comme Mourinho. Il est le plus à même de transformer le potentiel en résultat", a estimé le président lyonnais

Arts martiaux / Karaté

Le Kata , combat imaginaire

Combat imaginaire, le kata est une variante du karaté e. Mais, il permet au professeur de tester ses élèves car dans cette discipline, on enseigne à l'élève deux variantes, un système de défense et un système d'attaque (riposte). Evidemment, toute défense suppose une attaque. La défense est soit dite té-wosa ou guéri-wosa, autrement dit des mains ou des jambes. Toutefois, ces deux sortes de défense sont, la plupart du temps, associées à des ripostes adverses.

Les té-wosa

Les té-wosa sont basés sur toutes les techniques effectuées par la main, que cela soit une défense ou une attaque. Dans une attaque, toute défense se fait par rapport à trois niveaux qui sont le guedan (bas), shoudan (plexus) et le jodan (visage). Quand l'attaque vient du bas, l'on utilise la technique de guedan barai, ce qui signifie, en Japonais, "le blocage en bas". Par contre, si l'on est attaqué au deuxième niveau, il existe deux variantes de défense. L'adversaire peut choisir entre deux blocages : le shuto-Uké (défense de l'extérieur vers l'intérieur) ou le Ushi-Uké (défense de l'intérieur vers l'extérieur). Cependant, quand l'attaque vient au troisième niveau (jodan), le système de défense approprié est le Agué-Uké.

Les guéri-wosa

Les guéri-wosa ,quant à eux, sont des techniques de jambes qui servent à attaquer et chaque mouvement de jambe peut-être utilisé sur les trois niveaux c'est-à-dire le guedan (bas), shoudan (plexus) et le jodan (visage). En compétition internationale, il y a toujours des kata universels c'est-à-

dire des kata reconnus par la Fédération mondiale de karaté. Ces katas sont faits choisis dans le cadre internationales et qui sont toujours exécutés dans les compétitions internationales, il s'agit de plusieurs variantes supérieures qu sont basai-dai, unsu, godji-shio-dai, empi, godji-shio sho, shinté, make-yoi etc. Tout concurrent, avant de débiter une compétition, doit choisir trois de ces kata pour les pratiquer.

Pour effectuer un kata, cela demande une très grande concentration, une bonne précision, garder le tempo (la vitesse) et le souffle. Au moment d'attaquer l'adversaire, la respiration doit être arrêtée. L'on respire au moment où l'on commence à sentir le contact avec l'ad-



versaire car cette expiration augmente la force de frappe. Sur le côté positif du karaté, l'on peut noter, du point de vue santé, que la pratiquant peut se prémunir contre certaines maladies rien que par la pratique de la discipline. Sinon, il peut rester des années sans des maux de tête, du rhume, de la fièvre, des maux de ventre. Suant beaucoup, ce qui permet l'ouverture des pores, il élimine le sucre et les sels.

Diallo Abdoulaye

Basket-ball / NBA

Turiaf, l'ombre et la lumière

Ronny Turiaf, présent à Paris pour disputer un match du NBA Europe Live face à Minnesota mercredi (20h00), se montre ambitieux. Travailleur de l'ombre, il s'apprête encore un fois à jouer pour le collectif aux Knicks aux côtés de Stoudemire. Mais il veut retrouver la lumière sur le plan collectif. Ronny Turiaf n'est pas là pour rigoler. A Bercy, où il va disputer un match du NBA Europe Live face aux Minnesota Timberwolves, ou au sein de sa nouvelle franchise - les New York Knicks -, l'intérieur français a faim et compte montrer son meilleur visage. "Ce n'est pas un match de gala !, prévient-il pour mercredi soir. Nous ne sommes pas ici comme des touristes". En pleine reconstruction après une nouvelle année décevante (29 victoires-53 défaites), la franchise new yorkaise n'a en effet pas de temps à perdre. Chaque entraînement, chaque match de présaison est une occasion à ne pas rater pour réussir une opération rédemption. "On a envie de réaliser quelque chose de grand dès maintenant. On travaille dur pour cela", annonce Turiaf. "On a les atouts nécessaires pour réaliser une grosse saison et aller en play-offs" Sur le plan individuel, Ronny Turiaf est dans une situation analogue à son équipe. Il est mort de

faim. Et ça n'a rien de surprenant. S'il n'est pas encore à 100% de ses moyens après un été passé à se reposer, le Martiniquais (2,08 m) se donne toujours à fond. Les Bleus, qui ont dû se passer de son activité cet été, en profitent souvent avec plaisir. Les Knicks vont le découvrir cette saison. Après deux années passées aux Warriors dont une dernière marquée par les blessures (4.9 pts, 4.5 rbs en seulement 42 matches) , l'ancien intérieur des Lakers débarque à Big Apple très ambitieux. "J'ai disputé une finale NBA (perdue en 2008 avec les Lakers, ndlr) et j'espère vite y retourner", lâche-t-il avant de s'épancher sur son cas : "New York, c'est une belle opportunité pour moi. Il a une petite ouverture pour que je me fasse ma place. J'ai envie de saisir cette opportunité et d'en tirer le meilleur".S'il change de franchise, il ne sera pas perdu aux Knicks. Après Don Nelson, il retrouve un entraîneur qui prône un style offensif avec Mike D'Antoni. "Un jeu de liberté sous une structure. C'est un peu plus structuré", précise-t-il. Surtout, son rôle sera toujours le même. Comme aux Lakers et aux Warriors, il sera là pour apporter son énergie et faire le travail de l'ombre.